1868 — N° 193

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia EREDI BOTTA, via del Castellaccio.
Nelle Provincie del Regno con *vaglia postale* affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.
Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI COMPRESE LE DOMENICHE

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea.
Le altre inserzioni 30 cent. per linea o spazio di linea.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni dove essere anticipato.

Un numero separato cent. 20.
Arretrato centesimi 40.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 42	22	12
Per le Provincie del Regno		» 46	24	13
Svizzera		» 58	31	17
Roma (*franco ai confini*)		» 52	27	15

FIRENZE, Venerdì 17 Luglio

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 82	48	27
Inghil., Belgio, Austria e Germ.		» 112	60	35
Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento		» 82	44	24

PARTE UFFICIALE

Il numero 4449 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato,

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intera esecuzione alla Convenzione postale fra l'Italia ed i Paesi Bassi, firmata all'Aia il 15 ottobre 1867, e le cui ratifiche furono ivi scambiate il 25 gennaio 1868.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Torino, addì 21 giugno 1868.

VITTORIO EMANUELE.

L. F. MENABREA.

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno salute.

Una Convenzione postale essendo stata conchiusa tra l'Italia ed i Paesi Bassi, e dai rispettivi plenipotenziari sottoscritta all'Aia addì 15 ottobre del corrente anno mille ottocento sessantasette;

Convenzione del tenore seguente:

CONVENTION DE POSTE *conclue entre l'Italie et les Pays-Bas, et signée à la Haye le 15 octobre* 1867.

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, également animés du désir d'améliorer, au moyen d'une Convention, le service des correspondances entre les deux Etats, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, le sieur Dominique Carutti de Cantogno, Grand Officier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare et Chevalier de l'Ordre civil de Savoie, Commandeur de l'Ordre du Lion Néerlandais etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;

Et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le sieur Jules-Philippe-Jacques-Adrien Comte de Zuylen de Nyevelt, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., Son Ministre des Affaires Etrangères, et le sieur Roger-Jean Comte Schimmelpenninck de Nyenhuis, Commandeur de l'Ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., Son Ministre des Finances;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, *trouvés en bonne et due forme*, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Il y aura entre l'Administration des postes du Royaume d'Italie et l'Administration des postes du Royaume des Pays-Bas un échange périodique et régulier de lettres, d'échantillons de marchandises, de journaux et d'imprimés de toute nature, originaires des Etats respectifs ou provenant des pays auxquels les Administrations des postes des deux Parties contractantes servent au pourraient par la suite servir d'intermédiaire.

Art. 2. Les lettres, les échantillons, les journaux et imprimés, dont il est fait mention à l'article précédent, seront transportés en dépêches closes, soit par l'intermédiaire des postes de France et de Belgique, soit par l'intermédiaire des postes d'Allemagne et de Suisse, en vertu des Conventions conclues ou à conclure entre l'Italie et les Pays-Bas d'une part, et le Gouvernement des Etats susmentionnés d'autre part.

A moins qu'une indication contraire ne soit énoncée par l'envoyeur à la suscription, les correspondances de toute nature adressées d'Italie dans les Pays-Bas et des Pays-Bas en Italie seront comprises dans les dépêches closes, que les offices des postes des deux pays échangeront en vertu de la présente Convention.

Art. 3. Les frais résultant du transport entre la frontière d'Italie et la frontière des Pays-Bas des dépêches expédiées de l'Italie pour les Pays-Bas, seront supportés par l'Administration des postes italiennes, et les frais résultant du transport des dépêches expédiées des Pays-Bas pour l'Italie, seront supportés par l'Administration des postes néerlandaises.

Art. 4. Il est entendu toutefois que les frais de transit des correspondances, expédiées en dépêches closes de part et d'autre, c'est-à-dire de l'Italie pour les Pays-Bas et des Pays-Bas pour l'Italie, seront acquittés par celle des deux Administrations qui aura obtenu des pays intermédiaires des conditions de prix plus avantageuses, et que celle des deux Administrations qui aura soldé la totalité de ces frais sera remboursée par l'autre Administration, conformément aux stipulations de l'article 3 précédent.

Art. 5. La taxe à percevoir pour toute lettre ordinaire, adressée de l'un des deux Etats dans l'autre, et expédiée dans les dépêches closes que les Administrations des postes de l'Italie et des Pays-Bas échangeront entre eux, sera de 50 centimes, ou 25 cents par port simple en cas d'affranchissement, et de 70 centimes, ou 35 cents par port simple, en cas de non-affranchissement.

Chaque port simple sera compté de 10 en 10 grammes, ou fraction de 10 grammes.

Il est entendu toutefois que les taxes mentionnées ci-dessus seront réduites de commun accord entre les offices des postes de l'Italie et des Pays-Bas à 40 centimes, ou 20 cents, par port simple, en cas d'affranchissement, et à 60 centimes, ou 30 cents, par port simple, en cas de non-affranchissement, aussitôt que par suite de nouveaux arrangements avec les Administrations des postes intermédiaires, les prix de transit actuels subiraient une réduction assez importante pour compenser une réduction de la taxe à raison de 10 centimes ou 5 cents par port simple.

Art. 6. Des lettres chargées pourront être expédiées de l'Italie pour les Pays-Bas, et des Pays-Bas pour l'Italie, et, autant que possible, à destination des pays auxquels les Administrations des postes d'Italie et des Pays-Bas servent ou pourront servir d'intermédiaire.

Toute lettre chargée qui sera adressée d'Italie dans les Pays-Bas et des Pays-Bas en Italie, supportera, au départ, en sus de la taxe ordinaire fixée pour l'affranchissement d'une lettre du même poids, un droit fixe de 50 centimes en Italie, et de 25 cents dans les Pays-Bas.

Quant à la taxe des lettres chargées à destination des pays auxquels les deux Administrations servent ou pourront servir d'intermédiaire, elle sera le double des lettres ordinaires.

Art. 7. Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, celle des deux Administrations, sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, paiera à l'envoyeur, à titre de dédommagement, une indemnité de 50 francs en Italie, ou de 25 florins dans les Pays-Bas, dans le délai de deux mois à dater du jour de la réclamation.

Il est cependant entendu que les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt des chargements; passé ce terme, les deux Administrations ne seront tenues, l'une envers de l'autre, à aucune indemnité.

Art. 8. Les échantillons de marchandises qui seront expédiés de l'Italie pour les Pays-Bas et viceversa, par la voie de France et de Belgique, seront soumis à la taxe des lettres ordinaires.

Lorsque le Gouvernement italien et le Gouvernement néerlandais auront acquis le droit d'acheminer en dépêches closes à prix réduit les échantillons de marchandises, soit par la voie de France et de Belgique, soit par la voie d'Allemagne et de Suisse, l'Administration des postes italiennes et l'Administration des postes néerlandaises établiront, d'un commun accord, la taxe modérée et les conditions d'échange auxquelles ces objets devront être soumis.

Art. 9. Les journaux et les imprimés de toute nature, qui seront échangés entre l'Italie et les Pays-Bas, devront être affranchis de part et d'autre jusqu'à destination, moyennant le paiement d'une taxe de 10 centimes en Italie et de 5 cents dans les Pays-Bas pour chaque paquet portant une adresse particulière du poids de 40 grammes, ou fraction de 40 grammes.

Sous la dénomination d'*imprimés* sont compris les ouvrages périodiques, les livres brochés, les livres reliés, les épreuves d'imprimerie corrigées et accompagnées de notes manuscrites s'y rapportant, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les gravures, les lithographies, les autographies, les photographies, les avis, les circulaires, les prix courants, les cartes de visite, les cartes géographiques, et en général tout produit de la même nature, n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle.

Art. 10. Pour jouir de la modération de port, accordée par l'article 9 précédent, les journaux et les imprimés devront être affranchis jusqu'à destination, être mis sous bande et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date; sauf l'exception admise en faveur des épreuves d'imprimerie.

Les journaux et les imprimés qui ne réuniraient pas les conditions déterminées ci-dessus, seront considérés comme lettres, et taxés en conséquence.

Il est entendu que la disposition qui fait l'objet de l'article susmentionné, n'infirme en aucune manière le droit qu'ont les Administrations des postes des deux pays de ne pas effectuer sur leur territoire respectif le transport et la distribution de ceux des objets désignés audit article, à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation, tant en Italie que dans les Pays-Bas.

Art. 11. Les journaux et les imprimés sous bande pourront être expédiés sous chargement, de l'Italie pour les Pays-Bas et des Pays-Bas pour l'Italie.

Tout paquet de ces objets que l'on voudra assujettir à la formalité du chargement, supportera au départ, en sus des taxes qui leur sont applicables en vertu de l'article 9 de la présente Convention, un droit fixe de 50 centimes en Italie, et de 25 cents dans les Pays-Bas.

Art. 12. Il est convenu entre les Gouvernements d'Italie et des Pays-Bas, que chacune des deux Administrations gardera entièrement à son profit les taxes sur les correspondances internationales qu'elle perçoit; savoir sur les objets affranchis ou insuffisamment affranchis qu'elle expédie, et sur les objets non affranchis, y compris les ports supplémentaires des correspondances insuffisamment affranchies qu'elle reçoit.

Art. 13. Les Administrations des postes de l'Italie et des Pays-Bas fixeront d'un commun accord, conformément aux Conventions en vigueur, ou qui interviendront par la suite, les conditions auxquelles pourront être échangées à découvert entre ces Administrations les correspondances originaires ou à destination des pays étrangers, ou des colonies, qui emprunteront soit l'intermédiaire de l'Italie pour correspondre avec les Pays-Bas, soit l'intermédiaire des Pays-Bas pour correspondre avec l'Italie.

Il est dans tous les cas entendu que ces correspondances ne supporteront que la taxe néerlando-italienne augmentée du port dû aux offices étrangers ou coloniaux.

Art. 14. L'affranchissement des correspondances échangées entre l'Italie et les Pays-Bas pourra avoir lieu au moyen des timbres-poste des Administrations respectives.

Lorsque les timbres-poste apposés sur une lettre adressée de l'un des deux États dans l'autre représenteront une somme inférieure à celle qui serait due pour son affranchissement jusqu'à destination, cette lettre sera considérée comme non affranchie et taxée comme telle, sauf déduction du montant des timbres-poste insuffisamment employés.

Quant aux envois sous bande qui auront été insuffisamment affranchis, ils seront expédiés à leur destination grevés d'une taxe égale au double de la somme qui manque à compléter l'affranchissement.

Toutefois lorsque la taxe complémentaire à payer par le destinataire d'une lettre insuffisamment affranchie présenterait une fraction de décime ou de cinq cents, il sera perçu par l'office des postes d'Italie un décime entier pour la fraction de décime, et par l'office des postes des Pays-Bas cinq cents pour la fraction de cinq cents.

Art. 15. Le Gouvernement italien et le Gouvernement néerlandais s'engagent à faire transporter gratuitement sur le territoire des États respectifs les dépêches closes que les Bureaux de poste des deux pays auront à échanger avec des Bureaux de poste étrangers, à la condition toutefois que le transport de ces dépêches puisse s'effectuer avec les moyens ordinaires dont disposent les deux Administrations, et que les pays étrangers, qui profiteront de la gratuité de ce transport, accordent en réciprocité le même privilège pour les correspondances en transit à travers leurs territoires.

En cas de non-réciprocité, le prix de transport est fixé à 20 centimes, ou 10 cents, par 30 grammes de lettres, poids net, et à 50 centimes, ou 25 cents, par kilogramme d'imprimés et d'échantillons de marchandises.

Art. 16. Le Gouvernement italien s'engage à faire transporter par les paquebots-poste italiens, naviguant dans la Méditerranée, jusqu'aux ports où toucheront ces paquebots, les correspondances que l'Administration des postes des Pays-Bas échangerait en dépêches closes avec les colonies néerlandaises et autres colonies ou pays étrangers.

L'Administration des postes des Pays-Bas paiera à l'Administration des postes l'Italie, pour le transport par mer des dépêches ci-dessus mentionnées, la somme de 60 centimes par 30 grammes de lettres, et un franc par kilogramme d'échantillons de marchandises et d'imprimés.

Art. 17. Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature, tombées en rebut, ainsi que celui des lettres d'avis et d'autres pièces de comptabilité, relatives au service de poste, et transportées en dépêches closes par l'une des deux Administrations pour le compte de l'autre, ne sera pas compris dans la pesée des lettres, des échantillons et des imprimés.

Art. 18. Il est formellement convenu que les lettres et les échantillons de marchandises adressées de l'un des deux Etats dans l'autre, qui auront été affranchis jusqu'à destination, ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être grevés dans le pays de destination d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Il est bien entendu que dès que la loi néerlandaise donnera au Gouvernement le pouvoir d'exempter entièrement ou partiellement de l'application du droit de timbre les journaux étrangers, cette exemption sera appliquée de plein droit aux journaux italiens.

Art. 19. L'expéditeur d'une lettre ou d'un paquet d'imprimés chargés, soit de l'Italie pour les Pays-Bas, soit des Pays-Bas pour l'Italie, pourra demander qu'il lui soit donné avis que ces objets ont été reçus par le destinataire. A cet effet il paiera d'avance pour la transmission de l'avis un droit de poste de 20 centimes ou 10 cents.

Art. 20. Les correspondances de toute nature mal adressées ou mal dirigées seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyées pour le poids et le prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'office destinataire.

Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires ayant changé de résidence, seront respectivement livrés ou rendus, chargés du port qui aurait dû être payé par le destinataire.

Il est bien entendu que les correspondances dont il est question ci-dessus, qui auront été livrées par l'un des deux offices à l'autre, en vertu de l'article 12 de la présente Convention, seront renvoyées de part et d'autre sans taxe, ni décompte.

Art. 21. Les lettres ordinaires ou chargées et les échantillons de marchandises échangés à découvert entre les deux Administrations des postes d'Italie et des Pays-Bas, qui seront tombés en rebut pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyés de part et d'autre à la fin de chaque mois.

Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte, seront rendus pour le prix auquel ils auront été originairement comptés par l'office envoyeur.

Ceux qui auront été affranchis jusqu'à destination, ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant, seront renvoyés sans taxe, ni décompte.

Les journaux et les imprimés, affranchis jusqu'à destination et tombés en rebut, seront directement et immédiatement renvoyés par le Bureau de destination au Bureau d'échange du pays d'origine.

Quant aux correspondances non affranchies, tombées en rebut, qui auront été transportées en dépêches closes par l'une des deux Administrations pour le compte de l'autre, elles seront admises en déduction pour le poids et prix pour lesquels elles auront été comprises dans les comptes des Administrations respectives, sur de simples déclarations, mises à l'appui des décomptes.

Art. 22. Les deux Administrations n'admettront à destination de l'un des deux pays dans l'autre, ou des pays qui empruntent leur intermédiaire, aucune lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des [illegible] effets précieux, ou [illegible] passible des droits de douane.

Art. 23. L'échange des mandats de poste sera admis entre les deux Etats. Les prix et conditions de cet échange seront réglés de commun accord entre les Administrations des postes des deux pays, et entreront de plein droit en vigueur le jour dont ces Administrations conviendront.

Art. 24. L'Administration des postes italiennes et l'Administration des postes néerlandaises désigneront d'un commun accord les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives; elles régleront également la direction à donner à ces correspondances et tout ce qui a trait à la liquidation de la comptabilité réciproque, ainsi que toutes autres mesures de détail et d'ordre, nécessaires pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures de détail et d'ordre mentionnées ci-dessus pourront être modifiées toutes les fois que d'un commun accord ces deux Administrations en auront reconnu l'utilité.

APPENDICE

LA NUOVA AMERICA (*)

(*Continuazione* — Vedi n. 192).

II.

I Santi degli ultimi giorni.

Il Dixon accompagnato da un suo amico prese la diligenza del Kansas per il Lago Salato. A Londra aveva saputo che una diligenza andava ogni giorno alla città dei Mormoni traversando le praterie, credeva quindi che non vi fosse pericolo. I conduttori affermavano che la diligenza era scortata, ma lo esortavano a provvedersi di buone armi.

La *Overland Mail* è un vagone leggiero, una specie di omnibus nel quale erano stati affastellati i dispacci con arte ignota per tutto tranne che nell'occidente americano. A furia di pigiare vi erano entrati tutti, ma il posto per i viaggiatori era divenuto così esiguo che era impossibile di accomodarvisi. Finalmente i viaggiatori vi entrarono con grandi contorcimenti, e stretti in guisa da venir meno, intrapresero un viaggio di quattrocento leghe a traverso un paese disabitato e corso da orde di indiani nemici. Nemmeno un'anima accompagna la diligenza fuorchè il giovanetto che conduce i muli; (che si cambiano ogni quaranta o cinquanta miglia), non una scorta, non un agente nissuno tranne i due viaggiatori.

Il Kansas che la diligenza traversa dapprima è lo stato delle praterie, le quali sono altipiani ondulati che vanno dal fiume alle montagne con dolce declivio.

Per duecento miglia a occidente del Missouri, le praterie verdeggiano di alberi, segnatamente lungo il fiume Kansas. I fiori abbondano; talvolta s'incontra in mezzo agli alberi una casetta, un giardino, un chiuso per i montoni; spesso trovate una mandra di cavalli in pastura. L'aria è calda, il paese dilettoso, il profumo dei fiori si mischia al venticello fresco che passa dalle cime nevose delle Sierras lontane. Quanto più la strada si dilunga dal fiume diminuiscono gli alberi; le ondulazioni del terreno sono minori, incomincia lo spazio immenso; la via è cospersa di muli, di cavalli, di bovi morti, talvolta biancheggia di ossa umane. Il Governo non ha fatto nulla per quella strada, i privati l'hanno aperta e tracciata con gran spesa d'oro e con molto sangue sparso.

Molti uccelli da preda vi sono, i serpenti a sonagli e i cani delle praterie stanno spesso insieme con singolare armonia.

Passato il forte Ellsworth la strada per settanta leghe diventa pericolosa, non vi sono abitazioni fuorchè le stazioni della diligenza e per tutto si veggono le orme degl'Indiani. Dinanzi alla diligenza passano rapidissimi immensi armenti di bufali. Spesso le tempeste scrosciano per cinque o sei ore e mulinano la pioggia mista a vortici di arena. I muli non vogliono andare innanzi, voltano il dorso alla tempesta e s'impennano. Finalmente dopo indicibili torture i due viaggiatori arrivano a Denver.

Denver è una città nata ora in fondo al deserto, ove si addensano gli uomini delle miniere ed ogni sorta di avventurieri. Dixon ha potuto osservarla in un momento di transizione; pochi mesi prima non vi era una sola donna. Un commensale del suo albergo, che è una capanna di legno non squadrato, gli diceva: « Vi assicuro che cinque anni fa avrei dato cinquanta franchi per vedere a un miglio di distanza le gonnelle di una serva. » Ora sono a Denver delle donne, ma gli usi di quella nuova città sono inauditi. Vi sono circa 4000 abitanti, due alberghi, un teatro, una Banca, alcune cappelle e centinaia di taverne. Errando per le sue vie torride e sudicie pare di essere, dice Dixon, in una città di demoni. Ogni cinque case almeno vi è una vendita di liquori o di birra, delle sale da gioco e peggio. In quegli antri la vita umana non ha valore di sorta. Nonostante quegli uomini fondano un impero, popolano il magnifico territorio di Colorado.

Da Denver al passo Bridger, il punto più alto della Sierra Madre, la salita è agevole, benchè le pietre e i burroni n'impediscano ad ogni momento il passaggio. Il passo Bridger è il punto di partenza delle acque di un gran continente: quelle del versante orientale vanno a gettarsi nell'Atlantico, quelle dell'occidente nel Pacifico. Per 30 leghe la strada volge direttamente al nord di Denver, alle falde di una catena di montagne. Spesso la diligenza oltrepassa immense carovane che trasportano ogni sorta di mercanzie verso il Lago Salato.

La traversata della Sierra Madre è ardua e piena di pericoli.

Bitter Creek.

Il Campo dei Picchi che chiamasi la Sierra Madre, e s'innalza e s'incorona nel Picco Fremont, più alto trecento piedi del Monte Rosa, versa dalle sue falde nevose tre grandi correnti di acque che a oriente vanno al Mississipì e all'Oceano Atlantico, dalla parte occidentale scendono verso la Columbia e il Pacifico, a mezzodì al Colorado e al golfo di California. Al sud-ovest di questo picco s'erge la catena dei Wasatch che separa da quei due sistemi fluviali la valle chiamata dell'Utah e il grande Lago Salato. Fra le due catene di montagne, la Sierra Madre e i Wasatch, sta il paese di Bitter Creek (fiume amaro) uno dei luoghi più sterili e desolati che esistano sulla faccia della terra. Qual Sahara americano, arenoso, tutto pietre, senza un albero, senza un virgulto da Sulphur Springs a Green River misura cento trentacinque miglia. Ad ogni poco si veggono le ossa dei bufali, dei cavalli, di antilopi. Una pietra accenna il luogo ove cinque mercanti furono uccisi dai Sioux, un palo indica ove riposano gli avanzi di una giovinetta morta mentre andava alla terra promessa, un albero servì di forca ad un misero appesovi dai compagni in una rissa suscitata dall'ebbrezza. Non vi è olezzo di fiori, i colli sono bassi e di colore giallastro spiacevole all'occhio. Quando, sul principio della state, che scioglie le nevi, il fiume che dà il nome al luogo è pieno di acque, il gusto dell'acqua benchè nauseabonda è sopportabile; ma quando è arido è un veleno per gli uomini e per le bestie. E pure fa mestieri beverla agli uomini ed agli animali per non morire di sete.

Passato il forte Bridger si comincia a scendere un declivio erto e verdeggiante. La strada, piena di meandri, è cattiva ma variata e pittoresca. Bisogna traversare dei luoghi dirupati e delle forre anguste, ma pur si veggono segni dell'abitato, si ode il mormorio dei ruscelli e presto si trovano i primi villaggi mormoni.

I due viaggiatori giunsero alla stazione di Bear river, tenuta dal vescovo Myers, un inglese, membro della Chiesa mormona, che vive per ora contento di due sole mogli.

Il degno vescovo fece lieta accoglienza ai due viaggiatori e imbandì loro un lauto desco per quanto lo concedeva la circostanza. Il Dixon dice che mangiò per la prima volta da molti giorni della buona carne fresca di montone, del buon pane e del thè.

(*) *New America* by G. H. Dixon. 2 vol. Leipzig B. Tauchnitz, 1868.

Art. 25. Les deux Administrations des postes d'Italie et des Pays-Bas dresseront chaque trimestre les comptes résultant de la transmission des correspondances et des dépêches closes qu'elles se livreront réciproquement en vertu des dispositions de la présente Convention.

Ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par celle des deux Administrations qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans les deux mois qui suivront celui auquel le compte se rapportera.

Art. 26. En considération de la différence des systèmes monétaires en vigueur dans les deux pays, et pour éviter les fractions, tant dans l'application que dans la bonification des taxes, il est convenu que dans toutes les opérations de comptabilité entre les deux offices pour l'exécution de la présente Convention le florin des Pays-Bas sera censé être équivalent à deux livres italiennes, et que réciproquement la livre italienne sera assimilée à un demi florin ou cinquante cents des Pays-Bas; tandis que les subdivisions de florin et de livre seront évaluées dans la même proportion.

Art. 27. La présente Convention aura force et valeur à partir du jour dont les deux Administrations conviendront, et elle restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais douze mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces douze derniers mois la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les Administrations des postes des deux pays après l'expiration dudit terme.

Art. 28. Cette Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à la Haye, en double original, le quinze octobre mil huit-cent-soixante-sept.

(L. S.) Carutti.
(L. S.) De Zuylen de Nyevelt.
(L. S.) Schimmelpenninck de Nyenhuis.

Noi, avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date in Firenze addì trenta del mese di dicembre, l'anno del Signore mille ottocento sessantasette e del Regno Nostro il decimonono.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di S. M. il Re
Il Presidente del Consiglio dei ministri
Ministro segret. di Stato per gli affari esteri
L. F. Menabrea.

Il numero* 4455 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Sulla proposta del ministro dell'interno,

Vista la deliberazione emessa dal Consiglio provinciale di Cremona nella adunanza del 30 gennaio 1867, e quelle dei Consigli comunali di Triburgo e Salvirola Cremasca, in data 16 e 17 aprile successivo;

Visto l'articolo 14 della legge sull'amministrazione comunale e provinciale in data 20 marzo 1865, allegato *A*;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. Il comune di Triburgo è soppresso, ed aggregato a quello di Salvirola Cremasca.

Art. 2. Fino alla costituzione del novello Consiglio comunale di Salvirola Cremasca, cui si procederà a cura del prefetto della provincia nei modi di legge, le attuali rappresentanze dei comuni sovraccennati continueranno nell'esercizio delle loro attribuzioni, ma cureranno di non prendere deliberazioni che possano vincolare l'azione del futuro Consiglio.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 14 giugno 1868.

VITTORIO EMANUELE.

C. Cadorna.

Il numero* 4460 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 13 del Nostro Reale decreto 23 dicembre 1866, n° 3452;

Visto l'articolo 35 del regolamento 18 febbraio 1867, firmato d'ordine Nostro dal ministro di agricoltura, industria e commercio;

Visto il parere del Consiglio di Stato in data 8 giugno 1867;

Esaminato lo statuto ed il bilancio pel Comizio agricolo del circondario di Lanciano;

Sulla proposta del suddetto Nostro ministro segretario di Stato per gli affari di agricoltura, industria e commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. unico. Il Comizio agrario del circondario di Lanciano, provincia di Abruzzo Citeriore, è legalmente costituito ed è riconosciuto come stabilimento di pubblica utilità, e quindi come ente morale può acquistare, ricevere, possedere ed alienare, secondo la legge civile, qualunque sorta di beni.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare

Dato a Torino, addì 27 giugno 1868.

VITTORIO EMANUELE.

Broglio.

Il numero* 4472 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1. È permessa la coltivazione del tabacco nei comuni della Sicilia, nei quali essa si faccia sopra un'estensione non minore di tre ettari.

Negli altri comuni dell'isola, ove l'estensione dei terreni coltivati a tabacco è minore di tre ettari, detta coltivazione non è ammessa se non previa speciale licenza del ministro delle finanze.

Art. 2. Sulla coltivazione del tabacco nella Sicilia è stabilita a pro dello Stato un'imposta annua di produzione per ogni ettaro coltivato, ed in ragione della quantità media di tabacco ricavabile in istato asciutto commerciale.

Art. 3. Tale tassa sarà di quattro classi, e cioè:

Iª classe di lire 540, quando il prodotto in foglia superi quintali dodici per ettaro;

IIª classe lire 405, per quello di oltre nove e non più di dodici quintali;

IIIª classe lire 270, per quello di oltre sei e non più di nove quintali;

IVª classe lire 180, per quello inferiore a sei quintali.

L'imposta sarà riscossa anche in ragione di frazioni decimali di ettaro. Le superficie minori di un decimo si considerano per un decimo intero di ettaro.

Art. 4. Chi intende coltivare tabacco deve ogni anno e prima della piantagione farne la dichiarazione sopra carta bollata da una lira, nei tempi e colle forme che verranno prescritte dal regolamento.

Art. 5. Quando il tabacco sia prossimo a maturità, nei giorni e nelle ore che verranno indicati all'albo pretorio del comune per due settimane consecutive, un agente finanziario procederà in contraddittorio del coltivatore all'accertamento della classe cui appartiene il terreno coltivato a tabacco.

L'agente finanziario farà il suo accertamento anche quando il coltivatore non si trovi sul luogo, nel giorno ed ora prescritti.

Gli accertamenti dell'agente finanziario verranno pubblicati all'albo pretorio del comune nella domenica susseguente. Entro cinque giorni da detta pubblicazione il coltivatore potrà appellarsi al pretore, il quale deciderà, sentito, ove occorra, un perito.

L'accertamento dell'agente finanziario contro cui non si ricorse nel tempo prescritto ed il giudizio del pretore sono inappellabili.

Art. 6. Le spese del giudizio del pretore sono a carico della parte soccombente.

Art. 7. L'imposta sarà pagata entro tre mesi dopo la pubblicazione dell'accertamento.

Art. 8. Chi nella Sicilia coltiva tabacco, senza previa dichiarazione nelle forme che sopra, sarà punito colla perdita del prodotto e col pagamento del triplo dell'imposta.

Eguale pena sarà applicata per la coltivazione di tabacco su terreni non compresi nella dichiarazione.

Art. 9. Per la riscossione dell'imposta, delle spese di giudizio e delle multe compete allo Stato sul prodotto del tabacco il privilegio secondo il disposto del codice civile nell'articolo 1958, n° 1.

Sussidiariamente compete pure allo Stato per l'imposta di un'annata di prodotto e per le spese di giudizio il privilegio sul fondo coltivato a tabacco, in ordine al disposto della prima parte dell'articolo 1962 dello stesso codice civile, senza pregiudizio però dei diritti acquisiti in forza delle inscrizioni ipotecarie esistenti sul fondo medesimo al giorno della promulgazione della presente legge.

Per il caso di un contratto avente data certa anteriore alla promulgazione di questa legge, il proprietario potrà esigere idonea cauzione dal coltivatore del suo fondo a fine di premunirsi contro gli effetti dello stabilito privilegio.

Per il rimborso dell'imposta e degli accessorii, il proprietario avrà nei suoi rapporti coll'affittuario quegli stessi privilegi che gli competono per legge e guarentigia del fitto.

Art. 10. È abrogato l'articolo 18 del decreto legislativo 28 giugno 1866, n° 3018.

Art. 11. Con decreto Reale saranno determinate le discipline per l'esecuzione della presente legge.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Torino, addì 7 luglio 1868.

VITTORIO EMANUELE.

L. G. Cambray Digny.

PARTE NON UFFICIALE

INTERNO

CAMERA DEI DEPUTATI.

La Camera nella tornata di ieri, dopo di avere annullata l'elezione del signor Amore Nicola a deputato del collegio di Campobasso e ordinata un'inchiesta giudiziaria sopra le operazioni di una sezione di esso, in seguito a discussione a cui presero parte i deputati Sanguinetti, Salaris, Avitabile, Biancheri, Lazzaro, Asproni e il relatore Righi, cominciò a trattare di uno schema di legge concernente la leva sui nati nel 1847. Ne ragionò il ministro della guerra; e ne fu approvato il primo articolo con un ordine del giorno proposto dalla Commissione, pel quale venne invitato il Governo a presentare una legge per l'abrogazione della dispensa dalla leva dei giovani in carriera ecclesiastica e degli aspiranti al Ministero dei culti tollerati.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

DIREZIONE GENERALE DEI TELEGRAFI.

Il 15 corrente fu aperto in Alberoni (provincia di Venezia) un uffizio telegrafico al servizio del Governo e dei privati con orario di giorno limitato.

Firenze, 16 luglio 1868.

MINISTERO DELLA MARINA.

DIREZIONE GENERALE DEL MATERIALE.

Notificazione.

Essendo riuscito infruttuoso l'esame di concorso datosi il 1° ottobre dell'anno ora scorso per due posti di allievo ingegnere nel corpo del Genio navale, sarà ripetuto tale esame il giorno 1° settembre prossimo venturo in Firenze presso il Ministero della marina avanti apposita Commissione.

Le condizioni che si richiedono per essere ammessi all'esame di concorso sono:

1° Essere per nascita o per naturalizzazione regnicolo;

2° Non oltrepassare il 25° anno di età al 1° settembre p. v.;

3° Avere riportata la laurea in una delle Università del Regno;

4° Di essere celibi o se ammogliati di trovarsi in grado di soddisfare al prescritto dell'articolo 58 del regolamento di disciplina della marina in data 11 marzo 1865;

5° Di avere l'attitudine fisica al servizio militare marittimo. Questa ultima condizione sarà constatata per mezzo di apposita visita sanitaria prima della ammessione all'esame.

L'esame consisterà di una prova orale, di una scritta, e di un disegno fatto seduta stante.

La prova orale si aggirerà sul calcolo differenziale ed integrale, sulla statica, la dinamica, l'idrodinamica, con le principali applicazioni della meccanica alla teoria delle macchine e sulla geometria descrittiva giusta il programma qui appresso riportato.

La prova scritta verserà sopra un soggetto di calcolo o di meccanica a scelta della Commissione.

In quanto al disegno dovrà il candidato eseguire la soluzione, con la relativa costruzione, di un problema di geometria descrittiva.

I candidati dovranno pure dare prova di conoscere sufficientemente la lingua francese.

A parità di merito verrà prescelto quello che avrà dato saggio di qualche conoscenza di lingua inglese, o che avrà già prestato servizio nella R. Marina, ovvero combattuto per l'indipendenza nazionale.

Gli aspiranti dovranno far pervenire le loro domande, corredate dei necessari documenti che comprovino riunire essi i requisiti sopraccennati, non più tardi del giorno 10 agosto p. v. al Ministero della marina (Direzione generale del materiale, divisione 4ª).

Saranno pubblicati sulla *Gazzetta ufficiale del Regno* i nomi di coloro che fossero posti in nota per l'ammissione al suddetto concorso, onde possano trovarsi in Firenze nel giorno ed ora fissati per tali esami.

Coloro che riusciranno vincitori al concorso, saranno nominati allievi ingegneri nel corpo del Genio navale coll'annua paga di lire 1,500 e saranno mandati in seguito a Parigi per due anni onde completare i loro studi, con una indennità giornaliera di lire 6.

Programma per gli esami degli aspiranti ai posti di allievi ingegneri nel Corpo del Genio navale.

Calcolo infinitesimale. — Calcolo differenziale.

Differenziamento delle funzioni semplici e composte di una o più variabili.

Eliminazione delle costanti e delle funzioni arbitrarie.

Cambiamenti della variabile indipendente.

Serie di Taylor per le funzioni di una o più variabili, e serie di Stisling. Limiti dei resti di detta serie. Applicazioni. Sviluppo delle funzioni implicite. Serie di Lagrange. Valori delle espressioni che si presentano sotto forma indeterminata. Massimi e minori delle funzioni di una o più variabili.

Contatti delle curve. Circolo osculatore. Sviluppato. Contati delle superficie tra loro e con linee. Piano tangente e retta normale ad una superficie. Piano osculatore ad una curva e doppia curvatura. Angolo di contingenza. Angolo di torsione.

Curvatura della superficie. Sezioni normali principali. Teorema di Eulero. Linee di curvatura. Teorema di Meunier sulle sezioni oblique.

Calcolo integrale.

Integrazione delle funzioni razionali, delle irrazionali di 2° grado e delle trascendenti.

Integrazione per serie.

Teoremi principali sugli integrali definiti. Calcolo numerico di essi.

Formola di Simpson.

Rettificazione delle curve, quadratura delle superficie, e cubatura dei solidi.

Criteri d'integrabilità, e integrazione delle funzioni a più variabili.

Integrazione delle equazioni differenziali del 1° e del 2° ordine in casi particolari.

Soluzioni particolari. Rappresentanza geometrica di esse.

Teoremi relativi alle equazioni lineari in ordine qualunque.

Equazioni simultanee.

Integrazione delle equazioni alle derivate parziali del 1° e del 2° ordine in casi particolari.

Integrazione delle equazioni per serie.

Geometria descrittiva.

Principali problemi sulle rette e sui piani. Intersezioni delle rette e dei piani. Determinazioni di rette e piani dietro certe condizioni. Rette e piani perpendicolari. Angoli delle rette e dei piani. Risoluzione dell'angolo triedro.

Principali problemi sulla superficie. Curve e piani tangenti. Genesi della superficie. Iperboloide ad una falda, e paraboloide iperbolico. Piani tangenti alle superficie sviluppabili di rivoluzione e sghembe.

Principali problemi sulla intersezione delle superficie. Intersezioni di superficie curva con piani e fra loro.

Elica ed elicoide sviluppabile.

MECCANICA.

Statica.

Leggi analitiche della composizione delle forze concorrenti in un punto.

Condizioni di equilibrio di un punto libero, od obbligato a rimanere sopra di una superficie o sopra una curva nello spazio.

Delle forze parallele. Centro di esse. Teoremi sulla composizione e decomposizione delle coppie. Condizioni perchè un sistema di forze ammetta unica risultante.

Determinazione del centro di gravità delle linee, delle superficie, dei volumi. Condizioni dell'equilibrio di un corpo solido. 1° Libero, 2° obbligato ad un punto. 3° Ad un asse.

Condizioni dell'equilibrio di un filo flessibile sollecitato da forze qualunque, ed in particolare delle catenaria.

Leggi sperimentali dell'attrito.

Principio delle velocità virtuali.

Nozioni del calcolo della resistenza dei materiali allo stendimento, alla compressione, alla flessione ed alla torsione.

Dinamica.

Del moto di un punto sollecitato da forze qualunque, sia libero, sia obbligato a restare sopra una superficie o sopra una curva. Applicazione alla teoria del pendolo. Del moto di un sistema di punti materiali. Principio di d'Alembert.

Dei momenti d'inerzia e degli assi principali.

Leggi del moto di un corpo animato da forze qualunque intorno ad un asse fisso. Centro di oscillazione. Centro di percossa.

Leggi del moto di un corpo libero o girevole intorno ad un punto fisso.

Proprietà generali del moto di un sistema di corpi. Conservazione del moto del centro di gravità delle aree e delle forze vive.

Dell'urto dei corpi.

Idrostatica.

Equazioni generali dell'equilibrio dei fluidi. Superficie di livello, fluidi elastici. Legge di Mariotte. Pressione atmosferica.

Equilibrio dei fluidi pesanti. Pressioni sulle pareti dei vasi che li contengono. Centro di pressione. Equilibrio dei galleggianti. Condizioni di stabilità.

Idrodinamica.

Equazioni generali del moto dei fluidi.

Moto lineare. Leggi dell'efflusso da un vaso inesausto e da uno che si vuota. Pressioni sulle pareti del vaso durante il moto del liquido.

Efflusso dell'acqua da fori piccolissimi.

Gorgo a vena contratta; tubi addizionali.

Del moto dell'acqua per gli alvei naturali ed artefatti.

Della resistenza dei fluidi. Urto di una vena fluida. Urto di un fluido indefinito contro un corpo immerso, e resistenza di un fluido indefinito contro un corpo che in esso si muove.

Delle macchine.

Equilibrio delle macchine fatta astrazione dagli attriti.

Stato prossimo al moto delle macchine.

Dei principali motori impiegati nelle arti.

Moto equabile e vario delle macchine.

Perdita di forza viva nelle macchine. Avvertenze principali nello stabilimento delle macchine

Organi direttorii del movimento delle macchine.

Delle trombe, del torchio idraulico e delle ruote idrauliche.

Macchine a colonna d'acqua.

Firenze, 10 gennaio 1868.

Il ministro: A. Riboty.

DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE.

Corrispondenze per l'America Occidentale.

Vari commercianti italiani residenti al Perù nella Bolivia, nel Chilì, nell'Equatore e sulle coste occidentali della Nuova Granata, hanno mosso lagnanze perchè non sogliono ricevere che due sole volte al mese le corrispondenze loro dirette dall'Italia.

Potendo ciò provenire da difetto di conoscenza dei mezzi di comunicazione dall'Italia verso quelle regioni, si avvisa il pubblico che le spedizioni utili verso le medesime hanno luogo tre volte al mese, cioè l'8 d'ogni mese partendo da St-Nazaire e il 2 e 17 d'ogni mese partendo da Southampton.

La tassa delle lettere è identica per le due vie (L. 1 40 per ogni porto di grammi 7 1/2) ma quella delle stampe è maggiore per la via di St-Nazaire che non per quella di Southampton.

Partiti da Bear river il Dixon e il suo compagno giunsero a Hanging Rock e scesero a Echo Canyon, specie di burrone irto di rupi ma bello, sorprendente, fantastico veduto al mite splendore delle stelle d'autunno. Dopo si incontra Coalville che è il primo villaggio mormone sulla riva fabbricato di capanne di legno ove vivono alcuni anziani che hanno sposato due o tre mogli.

Alle falde di quelle montagne nevose della catena dei Watsacks si estende la immensa pianura verso il nord, piena di meravigliosa ricchezza, irradiata da tutti gli splendori di un tramonto tropicale, lieta di fiori, piena di ruscelli e di laghi. A manca si nasconde nelle nubi e gira il grande Lago Salato, una catena di montagne che gli Indiani chiamano Oquirrh. Di faccia siede la Nuova Gerusalemme verdeggiante di boschetti; e al di là scorre il fiume che chiamano Giordano che traversa le pianure e scarica le fredde acque dell'Utah nel Lago Salato. Nel lago, che è largo cento miglia e lungo centocinquanta sono due isolette: l'isola Antelope, ora della Chiesa, e l'isola Stansbury. L'aria è molle; meridionale per il profumo, settentrionale per la freschezza. Giù nella valle la città ha sembianza di un vasto giardino pieno di alberi di un colore verde oscuro.

La città è fabbricata tra i due grandi laghi l'Utah e il Salato, come Interlachen tra il Brienz e il Thun, benchè i due laghi americani sembrano mari paragonati ai due graziosi laghetti delle Alpi bernesi. Il tempio non è costruito; solo ne furono gettati a spese pubbliche i fondamenti di granito. Le strade larghe e regolarissime sono adornate da due filari di alberi e da due ruscelli di acqua fresca e limpida. La strada principale è Main Street, ove dimorano i negozianti, ov'è una Banca, gli uffici, un albergo, e tutti gli agi della vita civile. Alcune case principali sono tuttavia di legno, molte di *adobe*, ossia mattoni seccati al sole come adoperavansi un tempo a Babilonia e in Egitto, e modernamente al Messico e nella California; poche sono di pietrame rosso, alcune di granito. Nei principali magazzini, quelli di Godbe, di Jennings di Gilbert si trova tutto: dalla polvere d'oro fino al thè, dai temperini alle trappole da topi.

In quella parte della città si trova poca differenza tra i centri più rumorosi di Kansas, di Levenworth e Denver. Nondimeno la cosa che più colpisce nella Nuova Gerusalemme, è che non si trovano le taverne ove si vendono i liquori, o la birra, non sale da giuoco, non briachi, non mendichi nelle vie.

In First South street è il teatro e il palazzo di città, due edifici degni di nota segnatamente nell'America occidentale.

Brigham Young vuol tornare ai principii del genere umano. Nella vita di famiglia a quei di Abramo, nella vita sociale a Tespi. E il profeta va al teatro con una delle sue mogli, Elisa, che è poetessa, Enrichetta o Amelia, e manda sulla scena le figlie sue come esempio ed incoraggiamento alle altre. Tre di esse, Alice, Emilia e Zina, recitano.

Il Dixon dice che vide per la prima volta al teatro Brigham Young. Ha la fronte spaziosa, il viso largo, il naso grande, la bocca piacevole. Porta vestito e calzoni neri, la sottoveste e la cravatta bianche; ha i bottoni e i gemelli d'oro. Nell'insieme e nell'apparenza è inglese, ma inglese provinciale. Tale è il papa, il profeta e il re mormone come i viaggiatori inglesi lo videro per la prima volta in mezzo al suo popolo. Amelia, una delle sue mogli gli sedeva accanto, vestita al modo inglese, e di tempo in tempo osservava con la lente come le dame costumano; al Dixon parve bella, pensosa e poetica.

I Mormoni fabbricano il tempio, si chiamano santi, accettano la Bibbia, battezzano in nome di Cristo, ma non sono un popolo cristiano. La moschea di Maometto ha più attinenza con la chiesa di Cristo, che non il tempio mormone. Islam atterrò gli idoli, il mormonismo li rialza. Quel tempio è l'altare, è l'ara di un nuovo popolo che ha una nuova legge, una morale nuova, un nuovo sacerdozio, un nuovo Dio.

La storia di Joe Smith primo profeta dei Mormoni, è nota. La persecuzione, l'oppressione anzichè prostrarlo, raccolsero aderenti fanatici, e ciechi credenti nel nuovo culto. Quando una mano di assassini, con suprema ingiustizia, irruppe violentemente nel suo carcere a Cartagine, e lo ammazzò come un cane, non pensava di giovare alla fede che s'ingegnava di diffondere. Se avesse vissuto, se la sua vita intima fosse stata divulgata, alcuni pensano che non avrebbe trovato per lungo tempo molti credenti. La storia è antica, ma avviene sempre così. Quando si seppe che Giuseppe Smith, che piativa sempre coi suoi apostoli per i debiti dell'associazione, che questionava colla moglie per le « spose spirituali », accusato di furto, rampognato di continuo per l'ebbrezza, era stato ucciso nel carcere per le sue opinioni, si dimenticò l'uomo, divenne martire, fu adorato e salutato profeta.

Sotto il nuovo capo Brigham Young, uomo di oscura origine, ma acuto e di buon senso, la setta riunì le sparse fila, si affaticò con più alti intendimenti e con zelo più efficace nell'opera delle missioni. Allora i Mormoni erano a Nauvoo nell'Illinois, Young vedendo che in quella posizione, circondati da ogni banda dagli Yankees ostili, da credenze avverse, non potevano durare, disse ai suoi seguaci di abbandonare Nauvoo, ove invano cercavano pace, e ad alzare i tabernacoli in qualche luogo ermo e selvaggio dello estremo occidente, senza orme umane tranne quelle di qualche tribù di pelli rosse, nelle vasta landa che chiamano deserto americano.

Quando gl'ingegneri del governo degli Stati Uniti esplorarono il grande occidente, *the far West*, giunti alla immensa valle del Lago Salato, affermarono che anche cento soli coloni vi sarebbero morti di fame.

Fu un ardito concetto quello di istigare i nuovi credenti ad abbandonar tutto quello che avevano per cercare una nuova dimora ove potere esercitare, senza essere manomessi, il loro culto. Alcuni, e una parte vive ancora, furono mandati innanzi ad esplorare. Finalmente Young dette il segnale della partenza; ogni famiglia di Nauvoo fece i preparativi di una peregrinazione unica nella storia dal dì che Mosè condusse gl'israeliti fuori di Egitto.

I « Santi » abbandonarono le case loro eleganti, i mobili, i tappeti, i pianoforti, i campi, i pomari, i giardini, tutti gli agi della vita civile, le cose più caramente dilette, e uscirono in fretta da Nauvoo, nel cuore del verno e incominciarono un viaggio di mille cinquecento miglia, recando seco poche radici, qualche seme, dei liquori, e traversato il Mississipì sul ghiaccio, si avviarono in un paese senza strade, senza ponti, senza villaggi nè alberghi, senza sorgenti nè pasture, senza armenti e terre coltivate. Quegli emigranti dovevano percorrere la distanza che passa da Londra a Lemberg, dal Cairo a Gerusalemme. Dovunque gl'Indiani nemici, i fiumi rapidi, l'erte montagne che facea mestieri di traversare per arrivare, dopo tante fatiche, in un deserto, sulle sponde di un mare morto, in una terra sassosa e sparsa di sale.

(Continua)

Essa ammonta cioè a centesimi 27 (anzichè centesimi 20) per ogni porto di grammi 40.

Servano queste indicazioni di norma al pubblico ed alle Amministrazioni dei giornali.

Firenze, il 15 luglio 1868.

NOTIZIE ESTERE

FRANCIA. — La *Patrie* scrive:

Le truppe della seconda serie sono arrivate al Campo di Châlons. Gli ultimi distaccamenti hanno presa, questa mattina 14, la posizione che essi dovevano occupare. La condizione sanitaria delle truppe è delle più soddisfacenti. Il campo si aprirà domani, 15. Lo comanda il generale Lebœuf aiutante di campo dell'Imperatore, e si compone di tre divisioni di infanteria alla testa delle quali sono i generali Martimprey, Douay e Laveucoupet e da una divisione di cavalleria comandata del generale de Salignac-Fénélon.

PRUSSIA. — Si legge nella *Corr. de Berlin*:

Sono otto giorni la Prussia tutta intera dava un grande esempio di moderazione. Il 3 luglio, anniversario della più feconda battaglia di questo secolo passò quasi inosservato. Modestia senza esempio; nessuna allegrezza nè ufficiale, nè pubblica segnalò così gran giorno. Alcune bandiere alle finestre, un movimento elevato nell'interno di una caserma in memoria dei compagni d'arme caduti in Boemia; tutte le dimostrazioni patriottiche si sono limitate a questo. Non che la memoria di questo incomparabile avvenimento non facesse palpitare tutti i cuori; ma il popolo prussiano colla sua solita intelligenza ed anche con una delicatezza che i di lui medesimi amici riconosceranno ha capito che nella situazione attuale d'Europa, col troppo splendore accordato all'anniversario di recenti trionfi egli poteva temere di offuscare o di ferire popoli vicini coi quali, il suo più sincero e più vivo desiderio è di vivere in pace.

— Il Governo prussiano si è valso del prestito di 10 milioni di talleri votato dal Parlamento della Germania del Nord per la marina federale e la cui effettuazione è oggimai assicurata allo scopo di eseguire dei lavori considerevoli nei porti di Danzica, di Stralsund e di Stettino.

Questi lavori giudicati da molto tempo indispensabili erano stati differiti per economia.

I soli bastimenti che possano costruirsi in questi porti sono corvette, avvisi e cannoniere a vapore. Le fregate corazzate non potranno venire costruite che nei cantieri del porto di Kiel allorquando saranno pronti. Questo porto è abbastanza profondo per accogliere bastimenti da guerra di così gran portata.

AUSTRIA. — Da Vienna, 12 luglio, scrivono alla *Corr. du Nord-Est:*

Si crede qui generalmente che nel desiderio di accontentare gli Czechi, il Ministero sia disposto a far loro certe concessioni.

Si aderirebbe ad ammettere nel Ministero cisleitano un ministro particolarmente incaricato degli affari czechi; si lascierebbe alla Boemia ed alla di lei Dieta una più larga autonomia; si rivedrebbe la legge elettorale, senza perdere di vista il principio della eguaglianza delle nazionalità in Boemia; fors'anche si giungerebbe fino al punto d'incoronare l'Imperatore come re di Boemia.

Quanto alle ulteriori concessioni gli Czechi sarebbero obbligati a chiederle in via costituzionale al Reichsrath. Pel momento il loro programma non ammette la fiducia che essi sieno disposti a trattare sul terreno della costituzione.

— Anche i municipii di Ybbs, di Krems e di Iglau inviarono al Ministero delle proteste contro l'allocuzione pronunziata dal Pontefice riguardo alle leggi costituzionali austriache.

— Da Praga, 13 luglio scrivono:

Malgrado il divieto delle adunanze popolari preparate per ieri in vari punti del paese, da 4000 a 5000 uomini, fra cui *banderii* a cavallo con bandiere e musiche, si riunirono sul monte Pravda (distretto di Lava), e senza costituirsi in assemblea o tenere discorsi, si distribuirono a gruppi nel bosco. Dietro invito del capo circolare di separarsi, la moltitudine si disperse senza mormorare e senza far resistenza in mezzo a grida di evviva alla Corona boema. — Individui adunati nel numero approssimativo di 2000 al Pottenstein (distretto di Adler-Kosteletz) obbedirono pure all'intimazione di sciogliersi senza fare alcuna opposizione. — A Valecov (distretto di Münchengrätz) ebbe luogo un'adunanza di circa 150 uomini. Un *banderio* di 15 uomini a cavallo fu respinto, dopo di che tutti i presenti si recarono alle loro case. Nel campo di Zizka (distretto di Przibislau) comparvero più di 4000 uomini, i quali, dopo un'ora di riposo chiesta e ottenuta, si separarono in buon ordine. Il contegno e le disposizioni della popolazione furono tranquilli per ogni dove.

SPAGNA. — Le notizie di Spagna recateci ieri sera dai telegrammi di Madrid sono le seguenti:

I generali Serrano, Dulle e Serrano Bedoya sono stati imbarcati ieri a Cadice per le isole Canarie.

I ministri sono partiti ieri sera per la Granja, ove debbono oggi adunarsi in consiglio sotto la presidenza della regina, e discutere forse il progetto intorno alla Banca ipotecaria.

Il duca e la duchessa di Montpensier dicesi che s'imbarcheranno per il Portogallo.

La *Gazzetta di Madrid* che persiste a non parlare dei recenti avvenimenti, pubblica una lunga serie di nomine di capitani generali.

L'*Epoca* risponde ai giornali spagnuoli di provincia, che a quanto pare si erano maravigliati del suo silenzio e del riserbo in cui si è tenuta, che questa attitudine le è stata imposta da considerazioni di alta importanza.

I giornali di Lisbona annunziano che il governo portoghese ha fatto rinforzare le guarnigioni delle fortezze che sono sui confini verso la Spagna, tanto nell'Estremadura che nella Galizia.

Le nostre notizie particolari non accennano nissun fatto nuovo, nissun nuovo tentativo di movimento in tutta l'estensione della penisola.

Il governo spagnuolo crede che la crisi sia terminata.

AMERICA. — Si legge nel *Messager franco-américain*:

Alcuni mesi or sono il congresso federale decise che l'esercito sarebbe gradatamente diminuito fino alla cifra di 20,000 uomini. Furono sospesi gli arruolamenti. A misura che spira il termine di servizio dei soldati o che la morte e i disertori fanno dei vuoti diminuisce l'effettivo. Così invece di 60,000 uomini ora ve ne sono soltanto 47,000.

La diminuzione continua rapidamente. Secondo un rapporto trasmesso alla Camera dei rappresentanti saranno licenziati prima del 1° di gennaio del 1869 nella

Fanteria	12,096	uom.
Cavalleria	4,113	»
Artiglieria	1,837	»

ossia 18,046 uomini delle tre armi. Nei 6 mesi seguenti saranno licenziati meno uomini. Sono stabiliti alle seguenti cifre:

Fanteria	8,906	uom.
Cavalleria	2,234	»
Artiglieria	1,371	»
Totale . . .	12,511	uom.

Il 1° di gennaio del 1869 l'esercito sarà soltanto di 29,667 uomini e il 1° di luglio seguente sarà ridotto alle seguenti proporzioni:

Fanteria	11,725	uom.
Cavalleria	3,224	»
Artiglieria	2,210	»
Totale . . .	17,159	uom.

Diciassette mila uomini! Ecco quanto resterà di un esercito di un milione e mezzo di soldati che nel 1865 era sotto la bandiera della Unione.

Che lezione per le potenze europee che si consumano in armamenti costosi! Nella Virginia si agita la questione di sapere se sarebbe opportuno di mandare un rappresentante di colore al Governo federale. Il senatore Sumter ha risposto così ad un cittadino di Norfolk che dubitava della eligibilità dei negri:

« Washington, 22 giugno 1866.

« Signore,

« Ho ricevuto la vostra lettera del 18 relativa alla elegibilità di un uomo di colore al Congresso. Io non vedo niuna ragione di escluderlo dal suo posto quando sia eletto debitamente, e accoglierei con piacere un rappresentante intelligente della razza di colore all'una o all'altra delle Camere del Congresso come segno del trionfo finale della causa dei diritti eguali. Fino a quel momento la nostra vittoria non sarà completa.

« Gradite, ecc.

« CARLO SUMNER. »

Noi concediamo che gli uomini di colore hanno rigorosamente il diritto di eleggere dei rappresentanti o dei senatori neri, crediamo che non è venuto il momento di esercitare quel diritto. Considerando le disposizioni attuali di una parte della popolazione del Nord sarebbe imprudente di urtare di soverchio i loro pregiudizii. I neri del Sud lo hanno inteso ed hanno eletto dei bianchi ai principali impieghi e probabilmente faranno lo stesso nella Virginia.

NOTIZIE E FATTI DIVERSI

Per iniziativa di egregi personaggi, il conte Mamiani e il comm. Berti, si è posto mano a costituire in Italia una *Società promotrice degli studi filosofici e letterarii*. La Società rappresentata da un Comitato residente in Firenze si propone venir in aiuto degli studi e della coltura italiana, accogliendo i manoscritti di soggetto. filosofico e letterario — esclusi i romanzi e i componimenti teatrali — di almeno 350 pagine di stampa, che le saranno inviati, ed assicurando all'autore, quando il manoscritto sia approvato, l'acquisto di 500 copie dell'opera sua.

L'ottimo divisamento ebbe facilmente il plauso e il favore d'ogni migliore cittadino, di guisa che, a quasi pochi dì dal suo nascimento, la Società conta già numerosi i socii e s'avvia alacremente verso quella cifra di cinquecento che lo statuto ha fissato per la sua legale costituzione. I soci, approvati dal Comitato, non hanno altra obbligazione che di pagare una volta tanto, lire cinque, e comperare una copia di ciascun volume che, approvato dal Comitato, sia pubblicato per le stampe; ma i volumi non saranno meno di tre e più di quattro l'anno.

Le schede e lettere vogliono essere indirizzate esclusivamente al *conte Terenzio Mamiani, senatore del Regno, gabinetto Vieusseux a Santa Trinita in Firenze.*

— La Commissione municipale delle feste rimetteva ieri nelle mani del sindaco di Firenze la quota spettante a Firenze sull'incasso del Torneo, ed ascendente a lire 87,808 50. Il Consiglio comunale nella sua adunanza di questa sera sarà invitato a deliberare sul modo di erogare l'egregia somma. (*Naz.*)

— *La Società toscana d'orticoltura*, la sera di domenica prossima, 19 luglio, darà nel Giardino botanico fuori Porta San Gallo, la *seconda festa campestre*, con esposizione e fiera di piante, frutta, fiori, ecc., ascensione di palloni areostatici, illuminazione a colori del giardino, lotteria, musica e fuochi d'artifizio.

È una graziosissima festa la quale offre in un geniale ritrovo, occasione di passar una gradevole serata.

— Nel R. Istituto musicale di Firenze la mattina del 19 corrente alle 12 1/2 nella sala della Società filarmonica avrà luogo la *seconda prova di studio*.

— Togliamo dai giornali di Torino i particolari seguenti sui collegi convitti di quella città.

Il *Collegio Nazionale* conta ora 75 alunni interni, che pagano 660 franchi di pensione annua. Sono però a carico dei parenti le spese di calzamento e di vestiario, di cancelleria, di libri, di disegno, di canto, di musica e le tasse scolastiche.

L'*Istituto Paterno* conta 70 alunni interni e ad eccezione delle tasse scolastiche ogni cosa è compresa nell'annua pensione di lire 1350.

Il *collegio Valsalice* conta 80 alunni, la cui pensione è di lire 1200 annue pel ginnasio, 1320 pel liceo. Sono però a carico dei parenti le spese di lingua tedesca ed inglese, di musica, d'equitazione e le tasse scolastiche.

Il *R. collegio Carlo Alberto* di Moncalieri conta 160 convittori, e mediante l'annua pensione di 1060 lire, oltre l'istruzione elementare, ginnasiale, liceale, il vestiario ed i libri, provvede ancora le lezioni di lingua francese, calligrafia, disegno, musica, ballo, declamazione e ginnastica.

— Leggesi nella *Gazzetta di Genova* del 16:

In conformità degli avvisi pubblicati, la società di navigazione R. Rubattino e Comp. inaugurava ieri la sua nuova linea d'Egitto con la partenza del battello a vapore di 1,200 tonnellate *Africa* per Alessandria, facendo scalo a Livorno, Messina e Catania. Per quanto ci vien detto, il commercio di Genova non ha potuto procurare molti utili a questo viaggio perchè le relazioni commerciali sono finora scarse e non verranno che col tempo e coll'occasione: ma la società Rubattino è troppo usa alla perseveranza che combatte e trionfa per isgomentarsi di questi primi ostacoli.

Oggi viene annunciata la seconda partenza sulla stessa linea, che avrà luogo il 1° agosto col piroscafo *Caprera*.

— Col mezzo della Camera di commercio di Milano veniva testè consegnata alla presidenza della Società pedagogica italiana la grande medaglia d'argento statale decretata dal Giurì internazionale di Parigi per avere promossa l'istituzione in Italia de'congressi pedagogici.

Ora ci è caro di annunziare che dietro invito della stessa Società si è costituito in Genova il Comitato promotore del quinto congresso pedagogico italiano composto dei signori barone Andrea Podestà qual presidente, senatore Antonio Caveri vice presidente, commendatore Luigi Gropallo, marchese Gerolamo Gavotti, commendatore Giuseppe Morro, cav. Emanuele Celesia e cav. Gerolamo De Tassano.

Il municipio di Genova ha colla sua ben nota munificenza posto a disposizione del Comitato un cospicuo fondo per le spese occorribili al Congresso, che si terrà dal 17 al 27 settembre p. v.

Allo scopo di incoraggiare tutti coloro che compongono e pubblicano buoni libri di educazione e nuovi apparati didattici, si terrà durante il congresso una pubblica esposizione di libri scolastici e di opere educative applicabili alle scuole infantili e primarie, alle scuole per gli adulti ed alle scuole secondarie e professionali. Si esporranno pure i migliori apparati didattici d'ogni genere, carte geografiche, disegni, tavole illustrative d'ogni maniera, arredi scolastici e simili. A titolo d'incoraggiamento il municipio mette a disposizione d'un Giurì da eleggersi dal Congresso un buon numero di medaglie onorifiche in argento ed in bronzo.

In quella circostanza si terrà pure una pubblica mostra dei lavori donneschi, e dei saggi di studio eseguiti dagli allievi e dalle allieve delle scuole civiche di Genova. Il Comitato promotore dell'istruzione del popolo di campagna distribuirà pure medaglie d'onore e sussidi ai più benemeriti educatori della provincia ligure.

Cinque fra i principali istituti educativi di Genova rimarranno aperti per essere visitati dai membri del Congresso, ed avrà luogo in quell'epoca la solenne distribuzione dei premi alle scuole maschili e femminili.

Le adunanze del Congresso si terranno nelle aule dell'Università di Genova state graziosamente concesse da chi regge la cosa pubblica e nella più splendida aula del palazzo municipale avranno luogo i convegni serali dei membri del Congresso.

Il Comitato pubblicherà fra breve i temi pedagogici da trattarsi nel Congresso onde siano preventivamente resi noti ed esaminati.

Noi siamo lieti di pubblicare siffatto annunzio, essendo più che mai urgente che il paese si occupi del modo di dare un più retto e vigoroso indirizzo all'educazione del popolo. (*Lombardia*)

— Leggesi nella *Gazzetta di Venezia*:

Il cav. Gaetano Milanesi, direttore del R. Archivio di Stato in Firenze, ha visitato in questi giorni il nostro Museo civico, col suo compagno di studi prof. Carlo Pini: vi s'intrattennero in esame diligente delle miniature dei Codici quivi raccolti trovandovi argomento di annotazioni per la storia della miniatura in Italia, a che con tanta erudizione ed amore si adoperano. Giudici cotanto autorevoli si dipartirono esprimendo gentili attestazioni sulla dovizia ed importanza che anco in tale classe di monumenti può vantare questo Museo. Infatti l'arte dell'alluminare vi è splendidamente rappresentata nei secoli diversi, e con prove di freschezza e conservazione maravigliose. Tali la Promissione del Doge Nicolò Marcello del 1472, i Capitolari dei procuratori di San Marco Bertuccio Contarini 1480, Agostino Barbarigo 1485, Antonio Grimani 1492: e parimente preziose le miniature di tratti bizantini della Matricola di San Teodoro, quelle carpaccesche nella Matricola di S. Stefano ed altre molte. Rispetto al secolo XVI gl'illustri visitatori riscontravano la mano del fiorentino Jacopo Giallo negli stupendi contorni a meandri di alcune Commissioni; di quel Jacopo, il quale, più che in altre, nella Commissione qui pure conservata di Giovanni di Lezze 1537, seguendo il vezzo di fingere le arricciature de'margini tagliuzzati di una pergamena, formò di ricci cotali una cornice allo scritto altrettanto bizzarra che elegante.

Noi nutriamo lusinga che i possessori in Venezia di Commissioni ducali e di Codici miniati vorranno far opera di buoni cittadini arricchendo sempre più questa preziosa serie del patrio Museo.

— La *Gazzetta di Parma* annunzia che il signor Augusto Castellani di Roma si rese novellamente benemerito del Museo Parmense, col prezioso dono ad esso inviato di oltre a trenta vasi fittili, greci in parte e in parte etruschi.

Fra i primi è notevole una larga *pàtera* sul cui fondo nero spicca, dipinta in rosso e disegnata con arcaico stile, una graziosa danzatrice. Fra i secondi meritano particolare menzione due *grandi anfore*, le pareti delle quali sono ornate di eleganti scanellature e di una fascia, rappresentante in rilievo de'cavalli sormontati da un disco.

— Scrivono da Civitavecchia, 15, alla *Nazione*:

Domani ripartirà per New-York il trasporto a vela *Guard*, conducendo la statua monumentale di Hamilton eseguita in Roma da un valente scultore americano per commissione del suo Governo. Questo monumento, degno lavoro della scuola italiana, formerà l'ornamento di una delle principali piazze della capitale.

Il presidente della sezione di filosofia e filologia del R. Istituto di studii superiori pratici e di perfezionamento in Firenze, nel mandare ai licei del Regno il regolamento per le conferenze pedagogiche (che fu già pubblicato il 15 giugno p. p. nel giornale n° 161) lo ha accompagnato con la seguente circolare in cui son dati altri schiarimenti:

Firenze, 15 giugno 1868.

Illustrissimo signore,

« Il Ministero della pubblica istruzione ha ordinato che in questo Istituto superiore abbiano luogo, nel settembre, conferenze pedagogiche per gl'insegnanti delle scuole secondarie pubbliche o private. Alcuni articoli di regolamento a questo fine furono approvati, ed il sottoscritto ha l'onore di trasmetterne copia alla S. V. Illustrissima.

« La S. V. vedrà che in queste Conferenze v'è un doppio scopo. Coloro i quali sono al al principio della loro carriera, o non hanno ancora un collocamento stabile e desiderano acquistare un nuovo titolo di considerazione presso il R. Governo, potranno ottenerlo mercè l'attestato di profitto di cui parla l'art. 5 del regolamento. Coloro, invece, i quali non credono aver bisogno di questo titolo, potranno avere un semplice attestato di frequenza, non sottoponendosi ad alcuna prova d'esame. La loro partecipazione alle Conferenze non sarà per questo meno utile.

« È, senza alcun dubbio, cosa di somma importanza che i vincoli di fratellanza del corpo insegnante si stringano sempre più; che i professori imparino a conoscersi, a stimarsi, e che, comunicandosi le proprie idee, si aiutino vicendevolmente a progredire, a suggerirsi i modi per migliorare quella causa del pubblico insegnamento a cui hanno dedicato la vita. Questa non sarà certo la parte meno utile delle Conferenze pedagogiche.

« Il sottoscritto perciò, fidando nello zelo della S. V. Illustrissima a favore dei buoni studi, le rivolge la preghiera che voglia far conoscere questo regolamento e lo scopo delle Conferenze a tutti gli insegnanti che da lei dipendono.

« Con i sensi della più alta stima e di ossequio

« *Il Presidente*: P. VILLARI. »

AVVISO

Il dì 7 maggio ult. scorso il padrone Starace Michele della barca *Adelaide*, proveniente da Napoli e diretto per Amalfi, rinvenne a galla presso la spiaggia di Puoli un albero appartenente a bastimento, di legno abete, lungo metri 6 e centimetri 86, largo 45 centimetri, che fu valutato lire 40. Chiunque ne fosse il proprietario potrà farne reclamo presso la capitaneria di Castellammare nel termine di legge. Il detto albero va prossimamente a vendersi per non potersi conservare senza deterioramento.

Castellammare, 8 luglio 1868.

Il Capitano di porto: ANT. SCARPA.

REALE ACCADEMIA DI MEDICINA DI TORINO

Premio RIBERI — 3° *concorso.*

Torino 17 febbraio 1868.

La Reale Accademia di medicina di Torino conferirà nel 1871 il premio triennale Riberi di L. 20,000 all'autore dell'opera, stampata o manoscritta nel triennio 1868-69-70, o della scoperta fatta in detto tempo, la quale opera o scoperta sarà per essa giudicata avere meglio contribuito al progresso ed al vantaggio della scienza medica.

Le opere dovranno essere scritte in *italiano*, o *latino*, o *francese;* le traduzioni da altre lingue dovranno essere accompagnate dall'originale.

Le opere dovranno essere presentate all'Accademia, franche di ogni spesa, a tutto il 31 dicembre 1870.

Gli autori che vorranno celare il loro nome, dovranno scriverlo in una scheda suggellata, secondo gli usi accademici.

NB. — Gli autori sono invitati a segnalare all'Accademia i punti più importanti delle loro opere.

Il Presidente: PASERO
Il Segretario: OLIVETTI.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI

(AGENZIA STEFANI)

Atene 15.

Ieri, dopo un tentativo d'aggiornamento fatto dall'opposizione e respinto con 97 voti contro 32, la Camera dei deputati votò quasi all'unanimità il progetto d'indirizzo della maggioranza, che era appoggiato dal Ministero.

Parigi, 16.

Borsa di Parigi.

	15	16
Rendita francese 3 %	70 37	70 15
Id. ital. 5 %	53 60	53 30
Valori diversi.		
Ferrovie lombardo-venete . .	403	403
Id. romane	47 —	45 —
Obbligazioni str. ferr. romane	102	101 —
Ferrovie *Vittorio Emanuele*	49 —	50 —
Obbligazioni ferr. merid. . . .	140	139
Cambio sull'Italia	8 1/4	8 1/2

Vienna, 16.

Cambio su Londra	114 15	— —

Londra, 16

Consolidati inglesi	94 7/8	94 3/4

Parigi, 16.

Situazione della Banca. — Aumento nei biglietti milioni 11 1/3; nel tesoro 2; anticipazioni stazionarie. — Diminuzione nel numerario 1/2; nel portafoglio 17; nei conti particolari 24 1/2.

Parigi, 16.

La *France* assicura che il generale Prim non è partito da Londra.

La *Patrie* smentisce che il marchese di Moustier abbia indirizzato una circolare sulla situazione politica.

Washington, 15.

Il Senato adottò il *bill* che autorizza l'emissione dei buoni rimborsabili in 20, 30, 40 anni, coll'interesse del 5, 4 1/2 e 4 per cento. Il capitale e gl'interessi sono rimborsabili in oro e sono esenti da ogni imposta, eccettuata l'imposta ordinaria sulla rendita. L'unico scopo di questa emissione è di ammortizzare alla pari tutti i debiti recanti interesse, eccettuati i buoni al 5 0/0 e i certificati al 5 0/0. Il totale dei buoni da rimborsarsi in 20 anni non deve sorpassare il terzo dell'intiera emissione. Centotrentacinque *milioni* saranno spesi annualmente per diminuire il debito pubblico, dopochè saranno pagati gl'interessi. Tutti i contratti che stipulano il pagamento in oro sono validi e obbligatorii.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 16 luglio 1868, ore 8 ant.

Il barometro si è lievemente alzato nel nord, e si è abbassato di 2 mm. nel sud. La pressione è sotto la media di 3 mm. Cielo coperto, pioggia e temporali nel nord, mare mosso nel mezzogiorno, domina il vento di sud-ovest nel centro della Penisola.

La pressione è ancora sopra la media al nord-ovest d'Europa, ed è generalmente sotto nel nord e nel centro.

Continua la stagione da temporali.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze
Nel giorno 16 luglio 1868.

	ORE		
	9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 754,5	mm 754,8	mm 755,4
Termometro centigrado	21,5	26,5	22,5
Umidità relativa . .	85,0	77,0	83,0
Stato del cielo. . . .	nuvolo	nuvolo sereno	sereno e nuvoli
Vento { direzione . . / forza	SE debole	SO debole	O debole

Temperatura massima . . . . + 26,5
Temperatura minima. . . . . + 17,5
Minima nella notte del 17 luglio . . . + 18,0
Pioggia nelle 24 ore mm. 18,0 compresa quella della notte dal 15 al 16.

POLITEAMA FIORENTINO, ore 8 — Rappresentazione dell'opera del maestro Verdi: *La Traviata* — Ballo: *Firenze.*

ARENA NAZIONALE, ore 8 — La drammatica Compagnia diretta da Peracchi rappresenta: *Manuela la Zingara*, a benefizio della signora Demartini Peracchi.

ARENA GOLDONI, ore 8 — La drammatica Compagnia diretta da A. Salvini rappresenta: *Il Re Lear*, a benefizio del signor Alessandro Salvini.

FRANCESCO BARBERIS, *gerente.*

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO (*Firenze*, 17 *luglio* 1868)

VALORI		VALORE NOMINALE	CONTANTI L	CONTANTI D	FINE CORR. L	FINE CORR. D	FINE PROSSIMO L	FINE PROSSIMO D	NOMINALE
Rendita italiana 5 0/0	god. 1 luglio 1868		58 25	58 20	58 35	58 30	» »	» »	» »
Impr. Naz. tutto pagato 5 0/0	lib. 1 apr. 1868		» »	» »	77 50	77 45	» »	» »	» »
Rendita italiana 3 0/0	» Id		37 70	37 60	» »	» »	» »	» »	» »
Obbligaz. sui beni eccles. 5 0/0	»		80 »	79 7/8	» »	» »	» »	» »	» »
Imprestito Ferriere 5 0/0	» 1 luglio 1868	480	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obbl. del Tesoro 1849 5 0/0 p. 10	» id.	480	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Azioni della Banca Naz. Toscana	» 1 genn. 1868	1000	1450	1440	» »	» »	» »	» »	» »
Dette Banca Naz. Regno d'Italia	» 1 genn. 1868	1000	» »	» »	» »	» »	» »	» »	1700 »
Cassa di sconto Toscana in sott.	»	250	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Banca di Credito italiano	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Azioni del Credito Mobil. ital.	»		» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obbligazioni Tabacco 5 0/0 . .	»	1180	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Azioni delle SS. FF. Romane. .	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette con prelaz. pel 5 0/0 (Antiche Centrali Toscane).	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obbl. Centr. Tosc. 5 0/0	» 1 luglio 1868	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obblig. 5 0/0 delle suddette . .	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obblig. 3 0/0 delle SS. FF. Rom.	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Azioni delle ant. SS. FF. Livor.	» 1 luglio 1868	420	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette (dedotto il supplemento)	» id.	420	» »	» »	49 »	48 1/4	» »	» »	» »
Obblig. 3 0/0 delle suddette CD	» id.	500	166 1/2	165 1/2	» »	» »	» »	» »	» »
Dette	»	420	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obblig. 5 0/0 delle SS. FF. Mar.	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette (dedotto il supplemento)	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Azioni SS. FF. Meridionali . . .	» 1 luglio 1868	500	» »	» »	256 »	254 »	» »	» »	» »
Obblig. 3 0/0 delle dette	» 1 aprile 1868	500	» »	» »	153 3/4	153 1/4	» »	» »	» »
Obb. dem. 5 0/0 in s. comp. di 12	» id.	505	» »	» »	435 »	434 »	» »	» »	» »
Dette in serie picc. . .	» id.	505	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette in serie non comp.	» id.	505	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Imprestito comunale 5 0/0 obbl.	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Detto in sottoscrizione	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Detto liberato	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Imprestito comunale di Napoli	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Detto di Siena	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
5 0/0 italiano in piccoli pezzi. .	» 1 luglio 1868		» »	» »	» »	» »	» »	» »	58 5/8
3 0/0 idem	» 1 aprile 1868		» »	» »	» »	» »	» »	» »	38 1/4
Imprestito nazion. piccoli pezzi	» id.		» »	» »	» »	» »	» »	» »	78 »
Nuovo impr. della città di Firenze in oro in sott.		250	» »	» »	» »	» »	» »	» »	176 »
Obbl. fondiarie del Monte dei Paschi 5 0/0 . .		500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	430 »

CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D
Livorno	8			Venezia eff. gar. .	30			Londra . . . a vista			
dto.	30			Trieste	30			dto.	60		
dto.	60			dto.	90			dto.	90	27 35	27 30
Roma	30			Vienna	30			Parigi . . . a vista		109 »	108 85
Bologna	30			dto.	90			dto.	30		
Ancona	30			Augusta	30			dto.	90		
Napoli	30			dto.	90			Lione	90		
Milano	30			Francoforte . . .	30			dto.	90		
Genova	30			Amsterdam . . .	90			Marsiglia	90		
Torino	30			Amburgo	90			Napoleoni d'oro. . .		21 80	21 78
								Sconto Banca 5 0/0			

PREZZI FATTI

5 0/0 58 25 - 27 1/2 - 30 - 32 1/2 fine corr. — Impr. naz. tutto pagato 5 0/0 77 50 cont. e fine corr.

Il sindaco: M. NUNES-VAIS.

Delegazione demaniale per la liquidazione dell'asse ecclesiastico in Reggio Emilia

Avviso d'asta n. 49 per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, n. 3036, e 15 agosto 1867. n. 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 10 ant. del giorno di giovedì 23 luglio 1868, nell'ufficio del ricevitore del Demanio in Reggio Emilia, alla presenza di uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante dell'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo miglior offerente dei beni infradescritti, essendo andati deserti agli incanti tenuti il giorno 21 marzo e 13 giugno 1868.

Condizioni principali:

1° L'incanto sarà tenuto per pubblica gara col metodo della candela vergine e separatamente per ciascun lotto.

2° Nessuno potrà concorrere all'asta se non comproverà di aver depositato a garanzia della sua offerta il decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto nei modi determinati dalle condizioni del capitolato.

3° Le offerte si faranno in aumento del prezzo estimativo dei beni, non tenuto calcolo del valore presuntivo del bestiame, delle scorte morte e delle altre cose mobili esistenti sul fondo e che si vendono col medesimo.

4° La prima offerta in aumento non potrà eccedere il *minimum* fissato nella colonna 10 dell'infrascritto prospetto.

5° Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, n° 3852.

6° Non si procederà all'aggiudicazione se non si avranno le offerte almeno di due concorrenti.

7° Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione, l'aggiudicatario dovrà depositare il cinque per cento del prezzo di aggiudicazione in conto delle spese e tasse di trapasso, di trascrizione ed inscrizione ipotecaria, salva la successiva liquidazione.

La spesa di stampa, di affissione e d'inserzione nei giornali del presente avviso starà a carico dei deliberatari per le quote corrispondenti ai lotti loro rispettivamente aggiudicati.

8° La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti; i quali capitolati, nonchè gli estratti delle tabelle e i documenti relativi, saranno visibili tutti i giorni dalle ore 9 antimeridiane alle ore 4 pomeridiane nell'ufficio del ricevitore demaniale in Reggio Emilia.

9° Le passività ipotecarie che gravano lo stabile rimangono a carico del demanio, e per quelle dipendenti da canoni, censi, livelli, ecc. è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.

10. L'aggiudicazione sarà definitiva e non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo di essa.

Avvertenza. — Si procederà a termini degli articoli 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di denaro, o con altri mezzi sì violenti che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

Num. progressivo dei lotti	Num. della tabella corrispondente	COMUNE in cui sono situati i beni	PROVENIENZA	Descrizione dei beni — DENOMINAZIONE E NATURA	SUPERFICIE in misura legale Ett. Are Cent.	SUPERFICIE in misura antica locale Biolche Tav.	VALORE estimativo	DEPOSITO per cauzione delle offerte	MINIMUM delle offerte in aumento al prezzo d'incanto	PREZZO presuntivo delle scorte vive e morte ed altri mobili
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1	88	Reggio nell'Emilia	Benedettini Cassinensi sotto il titolo di San Pietro Apostolo in Modena.	Vasto tenimento denominato il Fenile, posto nelle ville Cadè e Gaida, formato da quattro possessioni, e due poderi in vocabolo La Corte, Il Monte, Le Fontane, Di Mezzo, Il Canale, e Casanova, con fabbricati rustici e dipendenze, dal terreno detto Rubino, da quello tenuto a valle e risaia artificiale, e dal piccolo terreno distaccato denominato Biolchetta presso il Cavo Bandirola al sud della via Emilia, dove esiste un manufatto per l'intestazione delle acque del medesimo che servono all'irrigazione della tenuta, oltre quelle del canale di San Giacomo e delle sorgenti nella possessione Fontane. Nella possessione Corte oltre li fabbricati colonici si trovano il casino civile, stalla da cavalli, fenile ed oratorio, casello, due barchesse, due aie selciate e fabbricato da cameranti. La coltivazione è a cereali alberata, vitata, prativa irrigua ed artificiale, con risaia e valle pure artificiale. Figura in catasto alla sezione Cadè coi numeri 116, 117, 118, 119, 121, 122, 123, 124, 125, 120 parte, per una rendita imponibile di lire 9,832 57 e alla sezione Gaida coi numeri 124, 125, 128, 123 parte, per un reddito imponibile di lire 4,878 32 e alla tabella G imposta sui fabbricati al n° 145, per un reddito imponibile di lire 30. Totale imponibile di L. 14,749 89. Confina a levante col benefizio parrocchiale di Cadè e colla proprietà Corbelli intermediante il canale di San Giacomo, a meriggio collo stesso Benefizio, colle ragioni Salsi, Gorini, eredi Marzi e colla proprietà Sidoli, a ponente colla proprietà Terracchini Sidoli, in parte il Rubino, e colle ragioni Casa Rè, a settentrione colle ragioni Casa Rè, col Rubino e colla proprietà Corbelli signor commendatore.	200 02 38	684 35	222383 13	22238 31	500	8496 83

2417 Addì 7 luglio 1868.

Il Delegato demaniale: SAN LAZZARO.

Estratto di bando.

Alla pubblica udienza del giorno 27 agosto 1868, avanti il tribunale civile di Lucca, in coerenza dell'ordinanza presidenziale del tribunale medesimo del 27 giugno prossimo passato, registrata in cancell. il 7 luglio successivo con marca di lire 1 10, sarà proceduto alla vendita forzata dei seguenti beni a pregiudizio dei signori Antonio del fu Luigi Pavoli, Goffredo, Candido e Leonildo del fu Domenico *quondam* Luigi Pavoli, domiciliati a Sant'Alessio e Santi, Frediano ed Angelo del fu Giuseppe Pasquinelli, terzi possessori di una parte di detti beni essi pure domiciliati a Sant'Alessio, ed espropriati alle istanze dei signori Felice e Niccola fratelli Guinigi, domiciliati in Lucca, rappresentati dal dottor Giovanni Ferrari.

Descrizione dei beni:

Lotto primo. — 1° Util dominio a generazione di un pezzo di terra seminativa e prativa con casa colonica, cascina, aia, pozzo ed altri comodi, posta in sezione di Viareggio, luogo detto agli Scassi; 2° Idem di altro pezzo di terra simile in detta sezione e luogo. E sono stimati dal perito giudiciario L. 4,584 06.

Lotto secondo. — 1° Util perpetuo dominio di un pezzo di terra campia, seminativa con alberi, viti e gelsi in sezione di Sant'Alessio, luogo detto in Ghindolfi o ai Generali; 2° Altro pezzo di terra simile in sezione e luogo suddetti; 3° altro pezzo di terra simile in detta sezione e luogo; 4° altro pezzo di terra simile in detta sezione e luogo; 5° altro pezzo di terra simile in detta sezione e luogo; 6° Altro pezzo di terra simile in detta sezione e luogo; 7° altro pezzetto di terra ad uso di orto in detta sezione e luogo; 8° una casa colonica a tre piani con capanna murata, aja, cloaca e pozzo a comune in detta sezione, luogo detto in Ghindolfi. Stimati dal perito suddetto, lire 2,355 20.

Lotto terzo. — 1° Un pezzo di terra campia seminativa con alberi, viti e gelsi, posto in sezione di Sant'Alessio, luogo detto al Ponte Mattoni ed al Capannino, stimato lire 849 80.

Lotto quarto. — 1° Util dominio di una casa a tre piani in sezione di Sant'Alessio, luogo detto alla Canonica Vecchia; 2° Un pezzo di terra seminativa con alberi, viti e frutti in detta sezione e luogo; 3° Idem di un pezzo di terra in detta sezione e luogo; 4° Idem di altro piccolo pezzo di terra in detta sezione e luogo; 5° Altro pezzo ad uso di orto in detta sezione. Stimato dal perito suddetto lire 825 88. Portati all'estimo della comunità di Viareggio a carte 3655, sezione A sotto numeri particellari 793 a carte 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802. Ed all'estimo della comune di Lucca, sezione P, a carte 13062, sotto i numeri particellari 1575, 1318, 1573, 1320, 1322, 1564, 1552. A carte 13066, sotto i numeri 1556, 1557, 1561 a carte 1562, 1563. A carte 13093, sotto i numeri 1332, 1214, 1228.

L'incanto verrà aperto sul prezzo di stima sopra enunciato, e la liberazione sarà fatta a favore del migliore e maggiore offerente ai patti, oneri e condizioni inseriti nel bando di questo infrascritto giorno, che trovasi ostensibile in questa cancelleria.

La sentenza che ordinò la vendita dei beni suddetti venne nel dì due luglio 1868 annotata all'uffizio delle ipoteche di Lucca in margine della trascrizione dell'estratto della domanda di stima.

Con la detta sentenza d'ordine di vendita fu aperto il giudizio di graduazione sul prezzo pel quale saranno venduti i beni da subastarsi.

Fu nominato il giudice Isidoro Luschi alla istruzione della procedura, e fu ordinato ai creditori iscritti su detti beni di depositare in questa cancelleria nel termine di trenta giorni dalla notificazione del relativo bando le loro domande di collocazione motivate coi documenti giustificativi per tutti gli effetti di ragione.

Dalla cancelleria del tribunale di Lucca.

Li 12 luglio 1868.

2414 F. MASSEANGELI, canc.

Avviso.

La signora Anna Ruggini benestante domiciliata in Figline, rappresentata dal sottoscritto, fino dal 16 giugno 1868, e in ordine all'art. 663 del Codice di proc. civile, ha presentato ricorso al signor presidente del tribunale civile di Arezzo per ottenere la nomina di un perito che proceda alla stima dello infrascritto stabile da subastarsi e di proprietà del suo debitore signor David Galletti di Montevarchi, cioè:

Una casa posta in via delle Mura del Mulino della terra di Montevarchi, rappresentata nelle mappe catastali del comune di detta terra dalla particella di n. 441, sez B, con rendita imponibile di lire 180 73, cui confina 1° via delle Mura del Mulino, 2° vicolo del Comune, 3° Cesario Del Vita, 4° mura castellane, 5° Francesco Casini, salvo, ecc.

Arezzo, li 15 luglio 1868.

2431 AVV. PIETRO MAGGI, proc.

Editto.

Si assegna a tutti i creditori del fallimento di Oreste Pollazzi il termine di giorni 20, e più l'aumento voluto dall'art. 601 del Codice di commercio a presentare ai sindaci definitivi signori Tobia Castelli e Giuseppe Girolamo Guidi i loro titoli di credito unitamente ad una nota indicativa le somme delle quali si chiamano creditori, quando non preferiscano farne il deposito nella cancelleria di questo tribunale per poi procedere alla verifica dei titoli stessi già fissata per la mattina del dì 16 settembre prossimo, a ore 10, avanti il giudice delegato e sindaci ridetti.

Dalla cancelleria del tribunale civile di Firenze, ff. di tribunale di commercio.

Li 15 luglio 1868.

2421 F. NANNEI, vice canc.

Editto.

Al seguito dell'ordinanza del giudice delegato alla procedura del fallimento di Ettore Garilli del dì 15 luglio corrente, registrata con marca da bollo da lire una annullata, il sottoscritto invita i creditori del fallimento stesso, i titoli dei quali siano stati verificati e confermati con giuramento, ad intervenire all'adunanza che sarà tenuta la mattina del 10 agosto prossimo, a ore una pom., avanti il giudice ridetto per deliberare sul concordato che verrà proposto dal fallito o procedere a quant'altro dispone il Codice di commercio.

Dalla cancelleria del tribunale civile di Firenze, ff. di tribunale di commercio.

Li 15 luglio 1868.

2422 F. NANNEI, vice canc.

Avviso.

Si diffida il pubblico, per tutti gli effetti di ragione, che al seguito del contratto di divise, assegne e conguagli, stato stipulato ai rogiti del notaro dottor Giovanni Maglioli di Pontedera nel 26 marzo 1868 in fra Carlo, Luigi e Ferdinando del fu Anton Domenico Capecchi della Rotta in comunità di Pontedera, d'ora in appresso la ditta commerciale Domenico Capecchi e per Domenico Capecchi Carlo figlio, prosegue le sue operazioni commerciali in nome, per conto ed interesse dei soli Capecchi Carlo, e Luigi del fu Anton Domenico, essendo divenuto totalmente estraneo e disinteressato il signor Ferdinando Capecchi loro fratello dalla ditta medesima.

Dalla Rota, 28 marzo 1868.

2411 CARLO CAPECCHI.

2423 Estratto.

Mediante decreto del cav. prefetto della provincia di Arezzo del dì 13 luglio 1868, registrato in detta città nel 14 luglio detto da Comanducci, fu autorizzata:

1° La occupazione di una casa posta nella città di Arezzo, popolo di Badia, segnata del numero comunale 24, situata nel vicolo che dalla via della Madonna del Prato conduce al fiume Castro, rappresentata al catasto del comune di Arezzo in sezione C³, particella 2480, più la occupazione di un appezzamento di terra seminativo, vitato, fruttato e alberato quasi attiguo alla casa suddescritta, rappresentato al catasto del comune antedetto in sezione C³, particella 2479, della estensione di braccia quadrate 3937, pari a metri quadrati 1338, o ari 13 e 38 centiari, spettante il tutto a Domenico e Francesco del fu Stefano del fu Massimo Rogialli, e Teresa del fu Donato di detto Stefano Rogialli per la proprietà; e Caterina del detto Massimo Rogialli vedova Borghini, e Lucia del detto Massimo Rogialli ne' Scarpini, e Maddalena Scatolini erede di Fortunato del fu Antonio Fazzuoli figlio di Teresa del fu Massimo Rogialli ne' Fazzuoli per la legittima;

2° *Item* di altra casa posta nella città di Arezzo, popolo di Badia, con orto annesso, segnata del numero comunale 12, situata in via Tolletta, rappresentato il tutto all'estimo del comune antedetto in sezione C³, particelle 910 e 911, spettante a Luigi e Lorenzo di Paolo Franchi, siccome figli ed eredi di Vittoria del fu Francesco Galletti loro madre;

3° *Item* di altra casa posta in Arezzo sulla piazza del Popolo, segnata dei numeri comunali 3 e 4, rappresentata ai campioni catastali del detto comune in sezione C³, particelle 913 e 2591 a comune, spettante a Giuseppe di Paolo Franchi;

4° *Item* di altra casa posta nella città di Arezzo sulla piazza del Popolo, segnata dei numeri comunali 2 e 3, rappresentata all'estimo del comune suddetto in sezione C³, particelle 912 e 2591 a comune; spettante a Lorenzo, Giovan Battista, Luigi e Ferdinando del fu Santi Franchi;

5° *Item* di altra casa posta in Arezzo sulla piazza del Popolo, e con ingresso dalla via Beccheria, rappresentata agli estimi del comune antedetto in sezione C³, particella 2539, spettante a Donato di Angiolo Randellini; espropriati per la costruzione della strada e piazza Guido-Monaco, dichiarata opera di pubblica utilità col R. decreto otto settembre 1867; e ciò atteso il deposito eseguito nella Cassa dei depositi e prestiti presso la direzione del debito pubblico in Firenze, dello importare delle indennità dovute: quanto a Domenico e Francesco del fu Stefano di Massimo Rogialli, e Teresa del fu Domenico di detto Stefano Rogialli per la proprietà; e Caterina del detto Massimo Rogialli vedova Borghini, e Lucia del ridetto Massimo Rogialli ne' Scarpini, e Maddalena Scatolini erede di Fortunato del fu Antonio Fazzuoli figlio di Teresa del fu Massimo Rogialli ne' Fazzuoli per la legittima in lire 6268 36; quanto a Luigi e Lorenzo di Paolo Franchi siccome figli ed eredi di Vittoria del fu Francesco Galletti loro madre in lire 2590 16; quanto a Giuseppe di Paolo Franchi in lire 4210 80; quanto a Lorenzo, Giovan Battista, Luigi e Ferdinando del fu Santi Franchi in lire 4516 41; e quanto a Donato di Angiolo Randellini in lire 3510 22; in ordine alla perizia e stima giudiciale del cav. architetto Mariano Falcini del 14 aprile 1868, e alla relazione supplementare dello stesso signor cavaliere Falcini del 6 giugno anno stesso.

Le suddette somme come sopra depositate dovranno esser pagate agli indicati espropriati, salva la prova della libertà dei fondi medesimi decorsi che sieno trenta giorni da quello dell'inserzione del presente estratto nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* per i fini ed effetti voluti dall'art. 54 della legge de' 25 giugno 1865.

Li 14 luglio 1868.

Dott. GIUSEPPE FEROCI
procuratore dei signori cavalier Giuseppe Laschi e Giovanni Guiducci.

2308 Estratto.

Mediante pubblico istrumento del dì nove giugno mille ottocento sessantotto, rogato dal notaro ser Vincenzio Guerri, da registrarsi nel termine prescritto dalla legge, il signor Cesare del fu Luigi Giorgi, possidente domiciliato in Firenze, attesa l'espropriazione per la formazione dello stradone dei Colli faciente parte dei lavori occorrenti per la costruzione dei grandi viali secondo il progetto del signor architetto Poggi, dichiarata opera di pubblica utilità col R. decreto de' 19 decembre 1865, ha ceduto e con titolo di permuta ha trasferito alla comunità di Firenze un appezzamento di terreno della superficie di metri quadri 1087, 75, fronteggiante col suo lato minore sulla via di S. Miniato al Monte fuori la Porta S. Niccolò, rappresentato al catasto della comunità di Firenze, già del Bagno a Ripoli in sezione A dalla particella 1247, articolo di stima 921³, con rendita imponibile di lire 10 17, a cui confina: 1° a tramontana, Federigo Bucciolini; 2° a ponente, via del Monte alle Croci; 3° a mezzogiorno, eredi Redditi; 4° a levante, Mattani, salvo, ecc.

E viceversa il signor marchese conte grand'ufficiale senatore Lorenzo Ginori-Lisci nella sua qualità di sindaco della comunità di Firenze, ha ceduto e con titolo di permuta ha trasferito al signor Cesare Giorgi un appezzamento di terreno posto lungo la strada di S. Leonardo in Arcetris, della superficiale estensione di metri quadri 1087, 75, rappresentato al catasto della comunità di Firenze, già del Galluzzo, in sezione B da porzione della particella 131, ed a cui confina: 1° levante, via di S. Leonardo; 2° mezzogiorno, Campolmi; 3° e 4° comunità di Firenze, salvo ecc.

Qual permuta dalle parti contraenti è stata fatta alla pari.

Il presente estratto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* per tutti gli effetti voluti dall'articolo 54 della legge de' 25 giugno 1865.

Dott. LUIGI LUCIJ
proc. della comunità di Firenze.

2331 Estratto.

Mediante pubblico istrumento del dì quattro luglio mille ottocento sessantotto rogato dal notaro ser Vincenzio Guerri, da registrarsi nel termine prescritto dalla legge, la signora marchesa Giulia Bertolini-Carrega del fu signor conte Stefano Bertolini, moglie del signor Andrea Carrega-Bertolini, possidente domiciliata in Firenze, e per essa il detto signor marchese Andrea Carrega-Bertolini del vivente signor marchese Francesco Carrega, possidente domiciliato in Firenze, come di lei mandatario in ordine all'atto di procura de' 4 luglio 1868, recognito Scappucci, esente da registro, ha ceduto, venduto e trasferito alla comunità di Firenze a causa dell'espropriazione per pubblica utilità dichiarata col R. decreto de' 31 decembre 1865, un podere composto di due tenimenti di terra con casa colonica posto fuori la Porta al Prato di Firenze presso il Ponte di S. Donato sul Mugnone, rappresentati al catasto della comunità di Firenze, già Pellegrino, quanto al primo tenimento su cui sorge la casa colonica, in sezione E, dagli appezzamenti di num. 850, 851, 852, 854, 855, 856, 857, 858, 859 e 853, con gli articoli di stima 278, 279, gravati della rendita imponibile di lire 240 73, a cui confina: 1° a mezzogiorno, via Polverosa; 2° volgendo a tramontana, argine sinistro del torrente Mugnone, e 3° Cozzi Francesco, salvo se altri ecc.; e quanto al secondo tenimento di terreno dagli appezzamenti di num. 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, articoli di stima 29 e 30, gravati della rendita imponibile di lire 202 21, a cui confina: 1° a tramontana, torrente Terzolle; 2° Gondi Eugenio; 3° lo stesso Gondi; 4° e 5° Gattai Leopoldo; 6° argine destro del Mugnone; 7° terre dell'imposizione del Mugnone, salvo ecc.

Qual vendita e respettiva compra è stata fatta per il prezzo, comprensivo di qualunque indennità, di lire trentottomila centottantanove e cent. 58, che dovrà esser pagato dalla comunità di Firenze, unitamente ai frutti al cinque per cento dal dì 1° maggio 1868, previa la prova della libertà dei beni espropriati, decorsi che sieno trenta giorni da quello nel quale sarà inserito il presente estratto nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* per i fini ed effetti voluti dall'articolo 54 della legge dei 25 giugno 1865.

Dott. LUIGI LUCIJ
proc. della comunità di Firenze.

Avviso.

I sottoscritti avvocati Pietro e Raffaello del fu Vincenzo Chiellini, possidenti domiciliati in Livorno, dichiarano per ogni effetto di ragione che qualunque obbligazione, quietanza, dichiarazione, od altra consimile operazione posta in essere da altri in loro nome, non sarà da essi ritenuta come valida nè operativa di alcun effetto se non sia stata autorizzata da un loro espresso e formale mandato.

Livorno, 16 luglio 1868.

RAFFAELLO CHIELLINI.
2429 PIETRO CHIELLINI.

Avviso.

Si deduce a pubblica notizia per ogni buon fine ed effetto che il magazzino di legnami da ardere, carbone, ed altre materie combustibili, tenuto dal signor Niccolò Baccetti in questa città nella via dell'Alloro nelle cantine sottostanti al palazzo Castiglioni, e il deposito pure degli stessi generi tenuto dal medesimo in altra cantina sottostante alla casa di sua abitazione posta nella via dei Pepi, n. 42, è di esclusiva pertinenza di esso signor Niccolò Baccetti.

Che il signor Marco Baccetti, padre di detto signor Niccolò, assiste in detti locali alla vendita a dettaglio come ministro, e precariamente conforme resulta dalle analoghe dichiarazioni espresse nel chirografo del dì 23 maggio 1868, recognito François, e registrato in Firenze li 12 giugno 1868, reg. 15, f. 64, n. 3768, con lire 5 50 da Maffei, e nel suo originale esistente negli Atti della cancelleria del tribunale civile e correzionale di Firenze, quivi depositato agli effetti voluti dal vigente Codice di commercio.

Che in conseguenza esso sig. Niccolò Baccetti non riconoscerà qualsiasi obbligazione o debito che per avventura si contraesse da detto suo padre anche per causa di detti traffici, ove non siavi firma di esso sig. Niccolò Baccetti.

Firenze, li 16 luglio 1868.

2430 Dott. GUGLIELMO FRANÇOIS, p.

Comune di Ancona

2426

Il sindaco fa noto che a seconda dell'avviso 1° corrente mese oggi ha avuto luogo l'estrazione delle 24 obbligazioni del prestito comunale 1864 con la Società Generale di Credito Mobiliare Italiano, e che i numeri estratti furono i seguenti:

140	404	629	710	812	828	1068
1083	1231	1434	1491	1562	1767	1996
2051	2097	2099	2156	2287	2610	2809
2970	3519	3808.				

Dalla residenza municipale il 7 luglio 1868.

L'Assessore anziano
FERDINANDO conte CRESCI.

Il Segretario capo
P. VELLA.

BANCA NAZIONALE NEL REGNO D'ITALIA

DIREZIONE GENERALE

AVVISO.

(2ª *pubblicazione*)

Il Consiglio Superiore della Banca, nella sua tornata di ieri, ha deliberato di convocare l'assemblea generale degli azionisti presso la sede di Torino, per il 27 luglio corrente, a mezzogiorno, nel palazzo della Banca, via dell'Arsenale, n. 8, onde procedere alla rinnovazione parziale del Consiglio di Reggenza di quella sede, a termini dell'articolo 51 degli statuti.

Firenze, il 9 luglio 1868. 2338

ANNUNZI

dell'Amministrazione del Giornale del Genio Civile

Firenze, via Ghibellina, numero 107

Regolamenti *per la costruzione, manutenzione e sorveglianza delle strade provinciali, comunali e consorziali.*

Di questi regolamenti, dei quali sono già usciti quelli relativi alle strade delle provincie di Verona e di Avellino e parecchi altri sono in corso di esame, sarà fatta dall'Amministrazione del Giornale del Genio Civile una edizione a parte che tutti li comprenderà per ordine cronologico, nessuno eccettuato, e la quale verrà, prima della stampa, collazionata coi rispettivi originali.

Il prezzo d'abbonamento è di cent. 60 per ogni dispensa di 5 a 6 fogli di 16 pagine ciascuno.

La distribuzione ai comuni ed altri corpi morali si farà anche di mano in mano che verrà alla luce ciascun regolamento quando ne facciano apposita domanda.

Le domande di abbonamento dovranno pervenire alla stessa Amministrazione entro il corrente luglio.

Quadro *dei Fari e dei Fanali delle coste d'Italia*, al 1° gennaio 1868, compilato per cura del Ministero dei lavori pubblici, di concerto con quello della marina. — Prezzo di ogni copia L. 1 50.

Istruzioni *per l'eseguimento delle prescrizioni sulle strade comunali* contenute nella legge 20 marzo 1865. — Circolare del ministero dei lavori pubblici di Italia ed annessivi due regolamenti sulle strade vicinali del Belgio e della Savoia. — Prezzo di ogni copia L. 0 40.

Regolamento *sulle derivazioni delle acque pubbliche* approvato con Regio decreto dell'8 settembre 1867, preceduto da circolare del Ministero dei lavori pubblici del 1° successivo novembre, contenente istruzioni per la sua esecuzione. — Prezzo di ogni copia L. 0 40.

Regolamenti *per la manutenzione delle strade comunali della provincia di Verona e per la costruzione, manutenzione e sorveglianza delle strade provinciali, comunali e consorziali della provincia di Avellino.* — Prezzo di ogni copia, L. 0 40

Dirigere le richieste all'Amministrazione suddetta, accompagnate dal corrispondente importare, che sarà anche ricevuto *in francobolli*, quando non ecceda la somma di lire 5. 2435

FIRENZE — Tipografia EREDI BOTTA